

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION
BUDGÉTAIRE ET DU CONTRÔLE PRÉALABLE
DE LA DÉPENSE

RECUEIL DE TEXTES RÉGLEMENTAIRES

*Arrêtés, Instructions, Circulaires, Décisions,
Directives, Notes, Recommandations, Avis Juridiques.*

Année 2011

Imprimé par : SARL **Laser plus**
Zone d'activité lot N° 17A, Ain Benian - Alger
Tél. :021 30 25 54 Fax : 021 30 65 97
E-mail : laserplus.lp@gmail.com

SOMMAIRE

N°	DATE	RÉFÉRENCE DU DOCUMENT DÉPART	OBJET (LIBELLE)	P A G E
00000189	04/01/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la gestion de l'allocation des crédits budgétaires au titre des plans communaux de développement (PCD).	11
00000412	11/01/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de l'acquisition de véhicules administratifs.	12
00000593	16/01/2011	MF/DGB/DG	A/S Mouvement de crédits interne au sein du budget de fonctionnement 2010 de l'Agence Nationale de Développement de la PME (AND-PME).	13
00000784	20/01/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Avenant lié à un marché de régularisation.	14
00000887	23/01/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Demande d'autorisation pour l'installation d'une connexion Internet au niveau d'un logement de fonction.	15
00000928	23/01/2011	MF/DGB/DRBCD	Indemnité de responsabilité personnelle.	16
00001170	30/01/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la rente d'accident de travail.	17
140	26/01/2011	MF/MF	A/S de la période complémentaire pour l'exécution des budgets des Etablissements Publics Hospitaliers et des Etablissements Publics de Santé de Proximité.	18
00001512	07/02/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S du Différentiel de revenu.	20
00001516	07/02/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S demande de dérogation pour l'engagement des retenues de garantie sur le budget de fonctionnement pour 2010	22
00001866	16/02/2011	MF/DGB/DG	A/S de la création d'un article pour une indemnité au profit des membres du comité scientifique permanent du secteur de l'Habitat.	24
00001945	20/02/2011	MF/DGB/DG	A/S versement de la contribution aux Etablissements Publics à caractère Industriel Commercial (EPIC) sous votre tutelle.	26
00002085	23/02/2011	MF/DGB/DG	A/S délocalisation de projets relevant du sous-secteur de la Jeunesse.	28
00002123	24/02/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la nomination aux postes supérieurs.	29

00002936	17/03/2011	MF/DGB/DG	A/S Salaires impayés des travailleurs de l'Office d'Intervention de Régulation d'Opération d'Aménagement sur la Casbah d'Alger (OFIRAC).	30
00003258	24/03/2011	MF/DGB/DRBCD	passer-oultre.	31
00003497	30/03/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la production des états matrices des agents contractuels recrutés dans le cadre de contrats à durée indéterminée (CDI).	32
00003601	31/03/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Frais de participation à la gestion des zones industrielles.	33
00003916	11/04/2011	MF/DGB/DRB-CPD	A/S demande d'éclaircissements.	34
00004104	17/04/2011	MF/DGB/DRBCD	La bonification indiciaire des postes supérieurs.	35
00004184	17/04/2011	MF/DGB/DG	A/S demande de réévaluation au profit de l'opération intitulé «Etude, réalisation et équipement d'un siège de l'inspection du travail avec logement de fonction à Sétif», pour un montant de (.....) DA.	37
00004497	26/04/2011	MF/DGB/DG	A/S du programme d'habitat rural 2010-2014 de la wilaya de Jijel.	38
00004538	27/04/2011	MF/DGB/DG	A/S demande de réévaluation de deux opérations intitulées: -« Etude, réalisation et équipement d'un centre pour la protection de la jeunesse à Ain Sefra ». -«Etude, réalisation et équipement d'un foyer pour enfant assistés à Naama ».	39
00004671	02/05/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Visa des ordres de mission par l'administration d'accueil.	40
00004871	08/05/2011	MF/DGB/DRBCD	Prise en charge des opérations de recrutement et de promotion au sein des institutions et administrations publiques.	41
00004875	09/05/2011	MF/DGB/DG	A/S Distribution publique de gaz des villes de Bechar et Kenadsa.	42
00005116	16/05/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de demande d'éclaircissements.	44
00005118	16/05/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la rémunération des titulaires de fonctions supérieures.	45
00005145	16/05/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la demande d'éclaircissements.	46
00005171	18/05/2011	MF/DGB/DRBCD	Intégration des ingénieurs d'Etat et des techniciens supérieurs dans les filières laboratoire et maintenance, recrutés en qualité de contractuels.	48
00005202	19/05/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S des dotations théoriques du parc-auto.	49

00005284	23/05/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la désignation d'un co-signataire	50
00005335	25/05/2011	MF/DGB/5335 DGC/578	Service des rappels afférents aux régimes indemnitaires des fonctionnaires.	51
00005368	30/05/2011	MF/DGB/DRBCD/ SDRI	A/S demande d'éclaircissement au sujet de l'attribution de l'indemnité d'expérience pédagogique et de l'indemnité de documentation pédagogique.	53
00005371	30/05/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la prime d'intéressement allouée aux spécialistes de la santé publique.	55
00005778	16/06/2011	MF/DGB/DG	A/S demande d'utilisation des reliquats.	56
005969	23/06/2011	MF/DGB/DG	A/S des postes supérieurs de chefs de service hospitalo-universitaires par intérim et de chefs d'unité.	57
00006407	06/07/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la demande d'autorisation pour l'acquisition d'un bus au profit de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime	59
00006499	11/07/2011	MF/DGB/6499/ DGC/742	A/S Report du délai de production des états matrices au titre de l'année 2011.	60
00006730	13/07/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la demande d'éclaircissements.	61
00006853	27/07/2011	SGG/DGFP/MF/ DGB/DRBCD/ MICLE	Instruction interministrielle relative à la mise en œuvre du contrôleur préalable des actes de gestion des personnels relevant de l'administration communale.	62
0006935	08/08/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S attribution de la prime de rendement aux médecins occupant des postes supérieurs.	64
0007257	17/08/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la prise en charge des rappels des retraités.	65
0007260	17/08/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la demande d'éclaircissements.	66
0007343	22/08/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S remboursement des frais.	68
0007412	25/08/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S du régime indemnitaire des agents contractuels exerçant à temps partiel.	69
07499	01/09/2011	MF/DGB/DGT	Instruction précisant le régime d'assurance des biens relevant des administrations centrales de l'État et des services déconcentrés en dépendant.	70
0007521	04/09/2011	MF/DGB/DRBCD	Visa des dépenses au titre des PCD.	72
0007622	07/09/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S l'acquisition d'objets et oeuvres d'art provenant de l'étranger.	73
0007645	08/09/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de l'engagement des travaux d'étanchéité au niveau de l'Hôtel des Finances de Oum El Bouaghi.	74

0007920	18/09/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Demande d'éclaircissement concernant le bénéfice des avantages des oeuvres sociales au profit des personnels saisonniers.	75
8034	05/05/2011	MF/DGB/DRBCD	Arrêté fixant la procédure des engagements provisionnels.	76
0008491	11/10/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la demande d'éclaircissements.	79
0008680	17/10/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de rejet de mandats par le Trésorier de wilaya.	80
0008717	18/10/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S demande d'éclaircissements.	81
0008805	20/10/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la bonification accordée aux agents comptable de l'Etat.	83
0008850	24/10/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Prise en charge des arriérés des bourses des étudiants et stagiaires des établissements publics d'enseignement et de formation relevant de certains secteurs.	84
0009034	03/11/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S demande d'éclaircissements.	85
0009162	13/11/2011	MF/DGB/DRBCD	Traitement de certains dossiers relatifs aux engagements de dépenses au titre des budgets de fonctionnement des institutions et administrations publiques.	86
009374	17/11/2011	MF/DGB/9374/ DGC/1341	A/S Maîtrise de l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments.	87
0009384	20/11/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de la demande d'éclaircissements.	88
0009638	20/11/2011	MF/DGB/DRBCD/	A/S Prise en charge des frais liés à l'organisation et au déroulement des concours, examens et tests professionnels au titre de l'exercice 2010.	90
0009670	28/11/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Opération d'acquisition d'équipements didactiques.	92
0009676	29/11/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S du service de l'indemnité d'expérience pédagogique.	93
0009677	29/11/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S Avis juridique au sujet de l'avance sur consommation d'électricité dans le cadre d'un contrat d'abonnement avec SONEL-GAZ sur l'autorisation programme d'un projet en cours de réalisation.	94
0009820	01/12/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S demande dérogation exceptionnelle.	96
0009867	04/12/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S demande d'éclaircissements.	97
0010000	07/12/2011	MF/DGB/DRBCD	Modalités de prise en charge de la rémunération des titulaires de postes supérieurs fonctionnels relevant du secteur de l'éducation nationale.	98

0010098	11/12/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S créances liées aux travaux supplémentaires relatifs aux conventions.	99
0010142	12/12/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S avis juridique relatif aux contrats d'assurance des biens meubles et immeubles appartenant aux collectivités territoriales.	100
0010333	20/12/2011	MF/DGB/DRBCD	A/S de l'Indemnité de travail posté.	101
1323	25/12/2011	MF/MF	Conseils d'administration et d'orientation des EPA.	102
0010689	29/12/2011	MF/DGB/DG	Décision portant modification de la nomenclature des investissements publics.	103
00000024	02/01/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي طلب ترخيص استثنائي لتسوية وضعية المستخدمين المتعاقدين الذين يشغلون بالتوقيت الجزئي.	106
00000091	03/01/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي طلب تعديل في الاعتمادات ضمن ميزانية لتسيير اقامة القضاة لسنة 2010.	108
00000592	16/01/2011	و/م/ع م/ع	الترخيص لتحويل الاعتمادات.	109
00001172	30/01/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي الاستفادة من الامتيازات الخاصة الممنوحة للموظفين في ولايات الجنوب.	110
00001174	30/01/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي التعيين في المناصب العليا.	111
00001175	30/01/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي تسديد الراتب والمنحة الجزافية لاستعمال السيارة الشخصية.	112
00001887	17/02/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي اعداد التقرير المالي للجنة الخدمات الاجتماعية.	113
00003877	07/04/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي التأشير على مقررات الإدماج في القوانين الأساسية.	114
00004533	27/04/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي دفع مستحقات الأنظمة التعويضية لفائدة الموظفين والأعوان العموميين.	116
00005109	15/05/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي النظام التعويضي للمستشارين التقنيين.	117
00005811	19/06/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي ترقية الأخصائيين النفسانيين العيادين للصحة العمومية.	118
00006337	06/07/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي طلب ترخيص استثنائي.	120
00006645	14/07/2011	و/م/ع م/م ت م ر من	ف/ي منحة التكوين في الخارج.	121

0006795	24/07/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي منحة التعويض النوعي عن المنصب.	122
00006933	08/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	الزيادة الاستدلالية لشاغلي المناصب العليا.	123
0006934	08/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي تعويض المسؤولية الشخصية.	124
0007058	11/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي استفسار حول اقتناء سيارات ادارية.	125
0007108	11/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي الاستفادة من منحة الأجر الوحيد.	126
0007341	22/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي تعويض المخاطر والإعانات.	127
0007414	25/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	طلب رخصة لترميم سكن وظيفي.	128
0007461	28/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي التكفل بالأعوان المتعاقدين.	129
0007471	28/08/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي التحويل التلقائي للمناصب المالية.	130
0007823	13/09/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي طلب توضيحات.	131
0007824	13/09/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي طلب استفسار.	132
0008090	27/09/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي التوظيف المباشر للأساتذة المتعاقدين.	133
0008408	09/10/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي المناوبة داخل المؤسسات الصحية.	135
0008780	18/10/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي المنح العائلية.	136
0008788	19/10/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي التكفل بموظفين تمت ترقيةهم عن طريق الامتحان المهني.	137
0008814	20/10/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي مذكرة الرفض المؤقت لإقتناء الوقود.	139
0010141	12/12/2011	و م / م ع / م / م ت م ر من	ف/ ي التوظيف المباشر لخريجي التكوين بالخارج.	140

0010272	19/12/2011	و م / م ع م / م ت م ر م ن	ف/ ي طلب توضيحات.	142
0010273	19/12/2011	و م / م ع م / م ت م ر م ن	ف/ ي التكفل باستحقاقات الرواتب.	143
0010275	19/12/2011	و م / م ع م / م ت م ر م ن	ف/ ي تساؤل.	144
0010328	20/12/2011	و م / م ع م / م ت م ر م ن	ف/ ي طلب ترخيص استثنائي.	145
0010419	22/12/2011	و م / م ع م / م ع	ف/ ي ملابس أمنية لفائدة الموظفين المتمين للأسلاك الخاصة بالديوان الوطني للقياسة القانونية.	146
0010617	29/12/2011	و م / م ع م / م ت م ر م ن	ف/ ي ادماج النواب المقتصدين المسيرين.	147

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00000189 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 04/01/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA COMPTABILITÉ**

Objet: A/S de la gestion de l'allocation des crédits budgétaires au titre des plans communaux de développement (PCD).

Réf: Votre envoi n°1091/DGC/DRECB/10 du 30 Novembre 2010.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les décisions portant modification de la répartition des crédits budgétaires entre les différents chapitres au titre des plans communaux de développement, seraient soumises au visa du contrôleur financier local.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que cette question appelle une réponse positive (Cf. article 7 paragraphe 2 du décret exécutif n° 92-414 du 14 Novembre 1992, modifié et complété, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées).

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00000412 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 11/01/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE LA RÉGLEMENTATION
ET DE L'EXECUTION COMPTABLE DES BUDGETS
DIRECTION GENERALE DE LA COMPTABILITE**

Objet: A/S de l'acquisition de véhicules administratifs.

Réf : Votre envoi n° 3955/MF/DGC/DRECB du 21 novembre 2010.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les termes de mon message n° 9499/DGB du 1 Octobre 2009 relatif à l'acquisition de véhicule officiel et de service demeurent toujours en vigueur.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que les termes de mon message précité ont été rapportés.

Toutefois, s'agissant des opérations d'acquisition de véhicules administratifs notamment les ambulances aux profit des administrations et institutions publiques, je vous rappelle que lesdites acquisitions doivent obéir aux dispositions réglementaires prévues par le décret exécutif n° 10-115 du 18 Avril 2010, relatif aux parcs des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif, et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat, et l'arrêté interministériel du 20 Juillet 2010 déterminant les normes et spécifications applicables pour l'acquisition des véhicules administratifs.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00000593/MF/DGB/DG

Alger, le 16/01/2011

**MONSIEUR
LE SECRETAIRE GENERAL
DU MINISTERE DE L'INDUSTRIE,
DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE ET
DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT**

Objet : A/S Mouvement de crédits interne au sein du budget de fonctionnement 2010 de l'Agence Nationale de Développement de la PME (AND-PME).

Réf : Envoi de l'AND-PME N° 1 723/DG/2010 du 30/12/2010.

Par envoi cité en référence, les services de l'Agence Nationale de Développement de la PME (AND-PME), Etablissement Public à caractère Administratif sous tutelle de votre département ministériel, ont sollicité notre accord pour procéder à un mouvement de crédits inter-« sous-paragraphes» relevant des mêmes articles et du même chapitre n° 02 « personnel contractuel, rémunération, prestations à caractère familiale et cotisation de sécurité sociale» au sein de leur budget de fonctionnement 2010.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le mouvement de crédits d'article à article au sein d'un même chapitre se fait par décision de l'ordonnateur de l'établissement concerné.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00000784 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 20/01/2011

MONSIEUR LE WALI DE BLIDA

Objet: A/S Avenant lié à un marché de régularisation.

Réf: -Votre envoi n°2185/SG/2010 du 25 novembre 2010 ;
-Envoi n° 299/MF/DMP/DC/RMP du 6 janvier 2011 de Monsieur le Chef de division des marchés publics.

Par envoi visé en première référence, vous avez bien voulu solliciter des éclaircissements à propos du traitement à réserver à un projet d'avenant lié à un marché de régularisation ayant fait l'objet d'un avis défavorable du rapporteur de la commission des marchés, au motif qu'un marché de régularisation ne saurait faire l'objet d'avenant en application de la note n°3629/MF/DGB/DRC/SDMP du 12 novembre 2000.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'au plan réglementaire, rien n'interdit la conclusion d'un avenant, établi conformément aux dispositions des articles 89 à 93 du décret présidentiel n°02-250, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, à un marché passe en application des dispositions du décret présidentiel précité.

Il convient de rappeler que, selon la Division des Marchés Publics, les termes de la note n°3629 du 12 novembre 2010, sus citée, ont été rapportés par des lettres intervenues postérieurement à la date de signature.

Cette position a été arrêtée d'un commun accord avec les services compétents de la Division des Marchés Publics.

Veillez agréer Monsieur le Wali, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour information et exécution à :

- Monsieur le contrôleur financier de la wilaya de Blida.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00000887 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 23/01/2011

**MONSIEUR
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE LA COUR DES COMPTES**

Objet: A/S Demande d'autorisation pour l'installation d'une connexion Internet au niveau d'un logement de fonction.

Réf : Votre envoi n°01/2011 du 12 janvier 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter une autorisation exceptionnelle pour la prise en charge, sur le budget de fonctionnement de la Cour des Comptes, les frais liés à l'installation d'une connexion Internet au niveau du logement de fonction du Président de la Cour des Comptes.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la prise en charge des frais liés à l'installation et à l'utilisation de l'Internet, au niveau du logement de fonction, n'est régie par aucun texte réglementaire.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas possible de réserver une suite favorable à votre demande.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00000928 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 23/01/2011

**MONSIEUR
L'AGENT COMPTABLE DE
L'UNIVERSITE DE BECHAR**

Objet : Indemnité de responsabilité personnelle.

Réf : V/Envoi n° 46 du 10 Novembre 2010.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu me demander des éclaircissements quant aux modalités de service de l'Indemnité de responsabilité personnelle au profit des agents comptables agréés et régisseurs, prévue par le Décret exécutif n° 04-308 du 22 Septembre 2004.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que cette indemnité demeure servie par référence à son assiette et modalité de calcul au 31 Décembre 2007, et ce, en application des dispositions de l'article 19 du Décret présidentiel n° 07-304 du 29 Septembre 2007, fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00001170 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 30/01/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
DE LA WILAYA DE JIJEL**

Objet : A/S de la rente d'accident de travail.

Réf : -Envoi n°710/DPAT du 25 Octobre 2010.

-Décret n° 72-75 du 18 avril 1972 fixant les modalités d'application de l'ordonnance n° 72-11 du 18 avril 1972 complétant l'ordonnance n° 66133 du 02 juin 1966 portant statut général de la fonction publique.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant à la prise en charge de la rente d'accident de travail, attribuée à un fonctionnaire relevant de vos services continue à être assurée par votre structure, après départ à la retraite.

Vous précisez que l'accident de travail a eu lieu le 30 Juin 1982, et qu'avant le départ à la retraite en Octobre 2005, et actuellement la rente est imputée sur le chapitre 32.21 de la Direction de la Planification et de l'Aménagement du Territoire de la wilaya de Jijel.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître, que l'article 07 du décret n° 72-75 du 18 avril 1972, cité en référence, précise que « la rente est à la charge du service ou de l'organisme qui paye le traitement de l'agent au jour de son échéance et du ministère dont relève l'agent au moment où celui-ci cesse définitivement ses fonctions ».

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

LE MINISTRE

N°140 MF/ MF

Alger, le 26/01/2011

MONSIEUR

LE MINISTRE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE .

Objet : A/S de la période complémentaire pour l'exécution des budgets des Etablissements Publics Hospitaliers et des Etablissements Publics de Santé de Proximité.

Réf : Votre envoi n° 661/MSPRH/MIN du 27 décembre 2010.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter une dérogation pour l'attribution d'une période complémentaire pour l'exécution des budgets des établissements publics hospitaliers (EPH) et des établissements publics de santé de proximité (EPSP), au-delà de l'année budgétaire.

Vous précisez que votre demande est motivée par la nécessité de l'apurement des factures réceptionnées après la date de clôture budgétaire; d'une part, et le retard enregistré dans la programmation des projets de marchés par les commissions des marchés publics compétentes, d'autre part.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître, que la période complémentaire accordée au titre des centres hospitalo-universitaires (CHU) et des établissements hospitaliers spécialisés (EHS), instituée respectivement par l'article 45 du décret exécutif n° 97-467 du 2 décembre 1997 fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement des centres hospitalo-universitaires, et l'article 33 du décret exécutif n° 97-465 du 2 décembre 1997, modifié et complété, fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement des établissements hospitaliers spécialisés, concerne uniquement le volet comptable, c'est-à-dire les mandatements et les paiements effectués par lesdits établissements.

S'agissant du volet de contrôle préalable des budgets des établissements hospitaliers exercé par le contrôleur financier, le rôle de ce dernier se situe au niveau des visas des engagements de dépenses,

Dans ce cadre, je vous précise que la date de clôture des engagements de dépenses est fixée au 20 décembre de chaque exercice budgétaire pour l'ensemble des établissements et organismes publics de l'Etat, et ce, conformément à l'article 16 du décret 92-414 du 14 novembre 1992, modifié et complété, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées.

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas possible de réserver une suite favorable à votre demande.

Veillez agréer Monsieur le Ministre, l'expression de ma parfaite considération .

Le Ministre des Finances
K. DJOUDI

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00001512 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 07/02/2011

MONSIEUR

**LE DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE ET DES INFRASTRUCTURES
-DIRECTION GENERALE DE LA PROTECTION CIVILE-**

Objet: A/S du Différentiel de revenu.

Réf : V/Envoi n° 19999/DGPC/SDBC du 29 Décembre 2010.
- Envoi n° 9566/DGFP/SDSRS du 28 Octobre 2010.

Par envoi vise en 1^{ère} référence, vous avez bien voulu m'informer du rejet formulé par certains contrôleurs financiers auprès des wilayas, relatif au bénéfice du différentiel S.N.M.G, prévu par la Circulaire interministérielle n° 1 du 13 Avril 2010, relative à la mise en oeuvre du Salaire National Minimum Garanti dans les institutions et administrations publiques.

Vous précisez que par envoi visé en 2^{ème} référence, les services de la Direction Générale de la Fonction publique indiquent qu'il convient de continuer à servir cet avantage.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

-il y a lieu de différencier entre le concept de différentiel de revenu et celui de différentiel S.N.M.G .

- Le différentiel de révenu ainsi que le montant correspondant à l'avancement de deux echelons sont servis en montants fixes Jusqu'à la cessation d'activité du fonctionnaire, en application des dispositions de l'article 18 du décret présidentiel n° 07-304 du 19 Septembre 2007, fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires, modifié et complété.

Cette position a été confirmée par le point 6-2 de l'Instruction n° 7 du 29 Septembre 2007 relative à la mise en oeuvre du nouveau système de classification et de rémunération des fonctionnaires.

-Le différentiel S.N.M.G a été consacré antérieurement à l'intervention du nouveau système de rémunération, applicable à compter du 1er Janvier 2008.

S'agissant de celui-ci, il n'est pas figé, il continue à être régi par la Circulaire interministérielle n° 1 du 13 Avril 2010, précitée.

-De plus, en application de l'Instruction interministérielle n° 4 du 4 Août 2010, fixant les modalités de mise en oeuvre du nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs, ainsi que des agents contractuels, notamment son point (1), la mise en oeuvre du nouveau régime indemnitaire des agents contractuels ne saurait aucunement remettre en question le complément différentiel S.N.M.G., le complément de revenu et l'équivalent financier de deux échelons.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :

-Madame et Messieurs Les contrôleurs financiers auprès des wilayas.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00001516 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 07/02/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DES OPERATIONS BUDGETAIRES
ET DES INFRASTRUCTURES MINISTÈRE DES FINANCES**

Objet : A/S demande de dérogation pour l'engagement des retenues de garantie sur le budget de fonctionnement pour 2010.

Réf : Vos envois n°06/MF/DOBI/SDBC/2011 du 04 janvier 2011 et n°720 MF/DOBI/SDBC/2010 du 4 novembre 2010.

Par envoi visé référence, vous avez bien voulu solliciter mon accord pour l'engagement, sur le budget de fonctionnement pour 2010, des retenues de garantie d'un montant global de(.....)Dinars se rapportant à deux (02) marchés, conclus au cours des exercices antérieurs respectivement avec l'Institut d'Economie Douanière et Fiscale(I E.D.F) et le Centre d'Etudes Supérieures Industriels -Algérie SPA, relatifs à la formation des Inspecteurs centraux ainsi qu'au renforcement des pratiques managériales de l'encadrement du Ministère des Finances.

Vous précisez que cette demande de dérogation intervient suite au rejet du contrôleur financier de viser les retenues de garantie au titre de la gestion 2010 au motif qu'elles ont déjà été engagées durant les exercices concernés lors de l'engagement des marchés en cause.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître que conformément à la réglementation régissant l'engagement préalable de la dépense, l'ordonnateur est tenu d'engager la totalité du marché y compris le montant de la retenue de garantie.

Dés lors, le montant de la caution de garantie, ayant déjà reçu le visa du contrôleur financier au titre d'un exercice budgétaire dans le cadre de l'engagement du marché, ne peut faire l'objet d'un nouvel engagement sur un exercice suivant.

A ce titre, je vous informe que le problème posé est d'ordre comptable et concerne

le mandatement d'une dépense qui relève des services de la Direction Générale de la Comptabilité.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00001866 MF/DGB/DG

Alger, le 16/02/2011

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL MINISTÈRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Objet: A/Sde la création d'un article pour une indemnité au profit des membres du comité scientifique permanent du secteur de l'Habitat.

Réf :V/ Envoi n° 821 MHU/DAGI du 30 janvier 2011.

Par envoi cité en référence, vos services ont bien voulu nous soumettre pour accord la création d'un article au sein du chapitre 31-02 « indemnités et allocations diverses» de la nomenclature du budget de fonctionnement pour 2011, et ce, en vue de la prise en charge de l'indemnité au profit des membres du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique, mis en place en application de l'article 1 du décret exécutif n° 99-243 du 31 octobre 1999 y afférent.

Par ailleurs, il est précisé que le montant de cette indemnité a été fixé à (.....) DA pour chaque membre du comité et pour chaque réunion, sur la base d'un règlement intérieur élaboré par le comité, et que vos services ont bien voulu joindre dans la demande.

En réponse, j'ai l'honneur de vous signifier mon accord pour procéder à la création de l'article envisagé; néanmoins et s'agissant des membres ouvrant droit au bénéfice de l'indemnité ainsi que son montant, il y a lieu de vous signaler ce qui suit:

-Pour les membres ouvrant droit au bénéfice de l'indemnité, il s'agit uniquement, selon l'article 10 du décret exécutif susvisé, des personnalités citées à l'alinéa 4 de l'article 3 du même décret; c'est à dire les personnalités choisies par le ministre concerné en raison de leur compétence scientifique, dont le nombre a été fixé à deux (02), selon l'arrêté du Ministère de l'habitat et de l'urbanisme du 31 mars 2010;

-Pour le montant de cette indemnité, celui-ci ne peut être fixé par le règlement intérieur tel que proposé, mais il est servi par référence aux dispositions de l'article 8 du décret exécutif n ° 92-22 du 13 janvier 1992 modifié par le décret exécutif n°01-296 du 1er octobre 2001, portant création, organisation et fonctionnement des

commissions intersectorielles de promotion de programmation et d'évaluation de la recherche scientifique et technique.

Enfin, cette indemnité doit être prise en charge dans la limite des crédits ouverts au sein du chapitre considéré, tout en veillant par ailleurs, aux respects de la réglementation en vigueur.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour information à :

Mr le contrôleur financier auprès du Ministère de l'habitat et de l'urbanisme

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00001945 MF/DGB/DG

Alger, le 20/02/2011

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MINISTÈRE DE LA CULTURE

Objet : A/S versement de la contribution aux Etablissements Publics à caractère Industriel Commercial (EPIC) sous votre tutelle.

Dans le cadre de l'exécution du budget de fonctionnement pour 2011, et à l'instar de l'exercice 2010, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le contrôleur financier près de votre département ministériel est instruit à l'effet de procéder à la libération de la tranche de 25% du montant de la contribution de l'Etat inscrite au budget de fonctionnement au profit des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC) placés sous votre tutelle.

La libération du reliquat de la contribution (soit 75% de la dotation) est subordonnée à l'accord des services centraux de la direction Générale du Budget, après présentation des pièces justificatives, et ce, en application de l'instruction n°10 du 16 juin 2008 de Monsieur le Chef du Gouvernement, relative aux modalités d'octroi de crédits aux EPIC au titre des sujétions de service public.

Quant aux établissements dont les tranches restantes de la contribution de l'Etat pour 2010 ont été libérées, à titre exceptionnel, ou n'ayant pas bénéficié du reste de la contribution en raison de la non présentation des pièces justificatives, la première tranche (25%) des dotations inscrites pour 2011 ne peut être libérée qu'après présentation du bilan d'utilisation des crédits alloués antérieurement, ainsi que le programme prévisionnel de l'exercice 2011. " il s'agit des établissements ci-après:

- Théâtre Régional de Constantine,
- Théâtre Régional d'Oum El Bouaghi,
- Office National de la Culture et de l'Information,
- Agence Nationale de Gestion des Réalisations des Grands Projets de la Culture,
- Office Riadh El Feth (Alger).

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour exécution à :

Monsieur le contrôleur financier près le Ministère de la culture.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00002085 MF/DGB/DG

Alger, le 23/02/2011

**MONSIEUR
LE WALI DE LA WILAYA DE LAGHOUAT**

Objet : A/S délocalisation de projets relevant du sous-secteur de la Jeunesse.

Réf : Votre envoi n° 110/DPAT/2010 du 27/10/2010 .

Par envoi sus-référéncé; vous avez bien voulu me transmettre les décisions d'individualisation de 02 projets, notifiés au titre de l'exercice 2010, portant réalisation d'une piscine de proximité à Ain Madhi et d'une aire de jeux de football à Hadj Mechri, et délocalisées par vos soins respectivement vers ,les communes de Hassi Delaa et Ksar El Hirane.

Comme suite, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, que toute modification de décision programme relève des attributions exclusives des services centraux de la Direction Générale du Budget (cf décret exécutif n° 98-227 du 13/07/1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat).

Aussi, vous saurais-je gré de bien vouloir instruire vos services concernés, à l'effet de procéder à l'annulation des décisions y afférentes.

Néanmoins, si lesdites délocalisations sont nécessaires, je vous demande de bien vouloir inviter vos services à nous transmettre; les PV de choix de terrain des nouveaux sites d'implantation des projets à délocaliser, ainsi que la situation financière de ces opérations dûment visée par le trésorier.

Il demeure entendu que la concrétisation de ces délocalisations reste subordonnée à l'accord préalable du Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Veuillez agréer, Monsieur le Wali, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00002123 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 24/02/2011

**MONSIEUR
LE SECRETAIRE GENERAL
DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION
ET DE LA REFORME HOSPITALIERE**

Objet : A/S de la nomination aux postes supérieurs.

Réf : V/Envoi n° 126/MSPRH/SG du 24 Janvier 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu m'informer du rejet formulé par le Contrôleur Financier auprès de la wilaya de Tlemcen, des arrêtés de nomination aux postes supérieurs de chef de service hospitalo-universitaire et de chef d'unité hospitalo-universitaire.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que le rejet du Contrôleur Financier est fondé.

En effet, la nomination au poste supérieur de chef d'unité, ainsi que la nomination en qualité de chef de service par intérim ne sont prononcées que par arrêté conjoint du ministre chargé de l'enseignement supérieur et du ministre chargé de la santé, en application des articles 71 et 72 du décret exécutif n° 08-129 du 3 Mai 2008, portant statut particulier de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire.

Il est à préciser que les chefs d'unité ainsi que les chefs de service obéissent aux mêmes formes de nomination, dans le cadre de la réglementation en vigueur, avant l'intervention du nouveau statut particulier de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour information à :

Monsieur le contrôleur financier auprès de la wilaya de Tlemcen..

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00002936 MF/DGB

Alger, le 17/03/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA COMPTABILITÉ**

Objet : A/S Salaires impayés des travailleurs de l'Office d'Intervention de Régulation d'Opération d'Aménagement sur la Casbah d'Alger (OFIRAC).

Réf : -Votre envoi n° 280/MF/DGC/DRECB/11 du 13 mars 2011;
- Décret n° 85-196 du 23 juillet 1985, modifié et complété, portant création de l'office d'intervention et de régulation d'opérations d'aménagement sur la Casbah d'Alger (OFIRAC).

Par envoi visé en référence, vous m'avez transmis, aux fins utiles, un dossier concernant le règlement des salaires impayés des travailleurs de l'Office d'Intervention de Régulation d'Opération d'Aménagement sur la Casbah d'Alger (OFIRAC).

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer, que ce dossier ne concerne pas mes services.

Par ailleurs, Il convient de préciser, que « OFIRAC », dont le régime juridique est un Etablissement National à caractère Economique (cf. article 1^{er} du décret n° 85-196 du 23 juillet 1985), n'est pas soumis au contrôle préalable des dépenses engagées, d'une part, et les travailleurs appartenant à cet organe ne sont pas régis par le statut général de la fonction publique.

Veuillez agréer Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00003258 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 24/03/2011

**MONSIEUR
LE CONTRÔLEUR FINANCIER
DES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES (ALGER OUEST)**

Objet : passer-outre.

Réf : V/E du 21 mars 2011.

En réponse à votre envoi cité en référence, relatif au passer-outre pris par l'ordonnateur de l'université de la formation continue, j'ai l'honneur de vous informer que la décision de passer-outre relative aux charges locatives d'une villa à la résidence d'Etat « SAHEL » pour un montant de (.....) DA ne peut pas faire l'objet de visa de prise en compte.

La dépense en question a été imputée à la section 2, chapitre 21-15, article 03 intitulé « location des immeubles administratifs et pédagogiques ».

Compte tenu de ce qui précède, la décision de passer-outre n'est pas recevable pour les motifs ci-après:

- Absence de l'avis préalable des services de Monsieur le Premier Ministre,
- Imputation irrégulière de la dépense.

(cf article 19 du décret exécutif n° 92-414 du 14 novembre 1992, modifié et complété, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées).

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00003497 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 30/03/2011

**MONSIEUR
LE CONTRÔLEUR FINANCIER
DE LA WILAYA DE TIPAZA**

Objet : A/S de la production des états matrices des agents contractuels recrutés dans le cadre de contrats à durée indéterminée (CDI).

Réf : V/Envoi n°55/CF du 17 mars 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant la prise en charge des rappels de rémunérations des agents contractuels recrutés dans le cadre de contrats à durée indéterminée (C D I), au titre des années antérieures à 2011.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer, qu'à compter de l'exercice budgétaire 2010, les agents contractuels recrutés dans le cadre d'un CDI exerçant à temps plein ou à temps partiel, doivent figurer dans un état matrice distinct de celui des fonctionnaires titulaires et stagiaires, et ce, conformément aux prescriptions contenues dans l'instruction n°4627 du 3 mai 2010 modifiant et complétant l'instruction n°10 du 9 avril 1995, fixant les modalités d'établissement des états matrices initiaux et complémentaires.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00003601 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 30/03/2011

**MONSIEUR
LE SECRETAIRE GENERAL
DU MINISTERE DE LA FORMATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS**

Objet : A/S Frais de participation à la gestion des zones industrielles.

Réf : Envoi n02446/MFEP/MME/2011 du 16 Mars 2011 du Directeur des finances et des moyens.

Par envoi visé en référence, vos services ont bien voulu poser la question de savoir si le centre de formation professionnelle et d'apprentissage implanté dans la zone industrielle d'El Harrach devrait prendre en charge les frais liés à la participation dans la gestion de la zone industrielle réclamés par la société de gestion immobilière d'Alger.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître, que conformément aux dispositions de l'article 8 du Décret n° 84-55 du 3 mars 1984, relatif à l'administration des zones industrielles, tout établissement public, quelque soit son statut juridique, doit, au même titre que tout autre opérateur, s'acquitter des frais liés à l'utilisation en commun des réseaux et ouvrages existants dépendant de cette zone.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

Copie pour information à :

- MM. Les Chefs de Divisions à la Direction Générale du Budget.
- MM. Les Directeurs Régionaux du Budget;
- MMES et MM. Les Directeurs de la Programmation suivi budgétaire de Wilayas

Copie pour information et exécution à:

- MMES et MM. Les contrôleurs financiers auprès
- Des ministères et des wilayas.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET

N°00003916 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 11/04/2011

MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
DE LA WILAYAD'OU M EL BOUAGHI

Objet : A/S demande d'éclaircissement.

Réf : V/ envoi n° 150/DPAT/OEB du 24/02/2011.

Par envoi visé en référence; vous avez bien voulu me demander des éclaircissements au sujet de l'utilisation des reliquats dégagés sur les opérations inscrites et achevées au titre des PCD.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 27 bis du décret exécutif n° 98-227 du 07/07/1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat, « les reliquats des autorisations de programme · sur les opérations inscrites à la nomenclature des investissements publics ne peuvent être utilisés pour l'inscription de nouveaux projets, et ce, **quel que soit leur mode de gestion** », ce qui comprend également l'inscription de nouveaux projets au titre des PCD.

Par ailleurs, l'utilisation éventuelle de ces reliquats pour la réévaluation des projets déjà inscrits doit s'effectuer conformément aux dispositions, notamment de l'article 24 ter du décret exécutif n° 98-227 sus-évoqué et de l'instruction n° 002 du 22 juin 2010 de Monsieur le Premier Ministre.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense*
L.FAID

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00004104 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 17/04/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE L'AGENCE NATIONALE DU CADASTRE**

Objet : La bonification indiciaire des postes supérieurs.

Réf : V/Envoi n° 1121/ ANC/DAM du 23 Mars 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant à la bonification indiciaire à attribuer aux titulaires de postes supérieurs de Chef de service, Chef de bureau et chef de brigade, nommés au niveau des Directions Régionales du Cadastre.

Vous précisez qu'une bonification a été accordée aux postes supérieurs suscités, conformément à l'instruction provisoire du 03 Mars 2008, de Monsieur le Premier Ministre, fixant les modalités de translation transitoire des postes supérieurs, depuis le premier Janvier 2008, comme suit:

Chef de service: 195 point;
Chef de bureau: 145 point;
Chef de brigade: 145 point.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit:

La classification du poste supérieur de chef de service est fixée à la catégorie A, niveau n-3, indice 131 de la grille de la bonification indiciaire, et ce, en application de l'article 15 du décret présidentiel n°07-307 du 29 Septembre 2007, fixant les modalités d'attributions de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques.

En ce qui concerne les postes supérieurs de chef de bureau et chef de brigade, classés précédemment dans la grille prévue par le décret 85-59 du 23 Mars 1985, portant statut type des travailleurs des institutions et administrations publiques, ces postes supérieurs doivent être classés dans la grille prévue par l'article 03 du décret présidentiel n°07-307 du 29 Septembre 2007 suscités.

Cependant, la bonification indiciaire en question ne peut être attribuée qu'après la modification de l'arrêté interministériel du 28 Août 2002 portant classement des postes supérieurs de l'Agence Nationale du Cadastre. Cette procédure est expressément définie par le point 3-2) paragraphe 3 de l'instruction n°09 du 14 Janvier 2008, relative à la mise en oeuvre du nouveau système de rémunération des postes supérieurs.

Aussi c'est dans ce cadre que vous avez été invité à présenter la modification de l'arrêté interministériel du 28 Août 2002 suscitée.

Enfin, l'instruction du 03 Mars 2008 suscitée, dont vous faite référence, concerne les postes supérieurs des services extérieurs dans les institutions et administrations publiques et non pas les postes supérieurs relevant de l'Agence Nationale du Cadastre, qui est un établissement public à caractère administratif.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour information à :

- Mesdames et Messieurs les Contrôleurs Financiers auprès des Wilayas.
- Monsieur le Chef de la Division du Développement Administratif et de la Régulation.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00004184 MF/DGB/DG

Alger, le 17/04/2011

**MONSIEUR
LE WALI DE SETIF**

Objet: A/S demande de réévaluation au profit de l'opération intitulé «Etude, réalisation et équipement d'un siège de l'inspection du travail avec logement de fonction à Sétif», pour un montant de (.....)DA.

Réf: Envoi n° 125/DPAT/2011 du 03 Mars 2010.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu nous demander la réévaluation de l'opération citée en objet.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer qu'après examen de la demande sollicitée, le dossier transmis par vos services ne contient pas l'ensemble des éléments cités par l'instruction n°003 du 02/03/2010 relative à la réévaluation des projets, notamment: le rapport détaillé précisant les causes qui sont à l'origine de la réévaluation demandée, l'identification du projet (la décision du programme notifiée par le Ministère des Finances, la décision d'individualisation du projet établie par l'ordonnateur).

Enfin, il convient de signaler que toute demande de réévaluation d'autorisation de programme doit être proposée au département ministériel chargé du secteur concerné, lequel a la responsabilité d'en apprécier le bien fondé et d'en saisir le Ministère des Finances pour étude et décision pertinente (cf. note n°216/PM du 07 mars 2010 émanant de Monsieur le Premier Ministre).

Veuillez agréer, Monsieur le Wali, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00004497 MF/DGB/DG

Alger, le 26/04/2011

**MONSIEUR LE WALI
WILAYA DE JIJEL**

Objet: A/S du programme d'habitat rural 2010-2014 de la wilaya de Jijel.

Réf : Votre envoi n°229/CAB du 17 avril 2011.

Par envoi ci-dessus référencé, vous avez bien voulu demander l'accord du Ministère des Finances pour la restructuration du programme d'habitat rural 2010-2014, notifié par le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.

À cet effet, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la répartition physique et financière par wilaya du programme d'aide à l'habitat rural y compris les aides à la réhabilitation, relève du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme en sa qualité d'ordonnateur principal du Fonds National du Logement par lequel est financé ce programme d'aide.

Aussi, le traitement de votre demande de restructuration de ces aides, est du ressort du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme.

Veuillez agréer, Monsieur le Wali, l'expression de ma parfaite considération

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00004538 MF/DGB/DG

Alger, le 27/04/2011

MONSIEUR LE WALI DE NAAMA

Objet: A/S demande de réévaluation de deux opérations intitulées:

- « Etude, réalisation et équipement d'un centre pour la protection de la jeunesse à Ain Sefra ».
- «Etude, réalisation et équipement d'un foyer pour enfants assistés à Naama ».

Réf: Votre envoi n°47 / DPAT /2011 du 23 Janvier 2011.

Par envoi cité en référence, vous avez bien voulu solliciter une demande de réévaluation, d'un montant global de (.....) DA, au profit des deux opérations citées en objet.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer,qu'en application des prescriptions de la note de Monsieur le Premier Ministre n° 216/ PM du 07 Mars 2010, toute demande de réévaluation d'autorisation de programme pour une réalisation publique doit, conformément aux règles en vigueur, être proposée au Département Ministériel chargé du secteur concerné, lequel a la responsabilité d'en apprécier le bien fondé et d'en saisir le Ministère des Finances pour étude et décision pertinente.

Il convient de vous signaler, en outre, que toute demande de réévaluation de l'autorisation de programme sera irrecevable si elle n'est pas accompagnée d'une proposition par l'ordonnateur concerné d'une opération d'un montant au moins équivalent à supprimer de la nomenclature des opérations de son secteur, et ce, conformément à l'instruction n°002 de Monsieur le Premier Ministre du 22 juin 2010, relative à la rationalisation de la gestion du programme public d'investissements, à la conduite de la dépense publique, et à la promotion de l'entreprise nationale et des investissements étrangers en partenariat.

Veillez agréer, Monsieur le Wali, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie à:

Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de la Solidarité Nationale et de la Famille.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00004671 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 02/05/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT HOSPITALIER
SPECIALISE MERE ET ENFANT
« MERIEM BOUATOURA » BATNA**

Objet : A/S Visa des ordres de mission par l'administration d'accueil.

Réf: Envoi n° 153/EHS/2011 du 27 mars 2011

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter des éclaircissements quant au visa des ordres de missions des chauffeurs et agents par l'administration d'accueil, à l'occasion des missions effectuées, pour le compte de leur établissement d'origine.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître, que le visa de la structure d'accueil n'est pas obligatoire (cf. les dispositions du décret exécutif n° 91-500 du 21 décembre 1991, modifié et complété, fixant le montant et les conditions d'attribution des indemnités compensatrices des frais engagés par les agents en mission commandée à l'intérieur du territoire national),

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00004871 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 08/05/2011

TELEX

EXP : MINISTÈRE DES FINANCES -DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET.

DEST: MESDAMES ET MESSIEURS LES CONTRÔLEURS FINANCIERS AUPRES DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS ET DES WILAYAS. EN COMMUNICATION A: MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ,

Objet: PRISE EN CHARGE DES OPÉRATIONS DE RECRUTEMENT ET DE PROMOTION AU SEIN DES INSTITUTIONS ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.

Réf: INSTRUCTION N°285/PM DU 25 MARS 2010 DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE.

SUITE AUX DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR CERTAINS ORDONNATEURS DES INSTITUTIONS ET ADMINISTRATIONS PUBLIQUES **STOP** A PROPOS DE LA PRISE EN CHARGE **STOP** DES OPÉRATIONS DE RECRUTEMENT ET DE PROMOTIONS DES PERSONNELS **STOP** PAR VOIE DE CONCOURS **STOP** EXAMENS ET TESTS PROFESSIONNELS SE RAPPORTANT A L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2010 **STOP** HONNEUR VOUS INFORMER **STOP** QU'EN APPLICATION DE L'INSTRUCTION N°285/PM DU 25 MARS 2010 DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE **STOP** LES OPÉRATIONS DE RECRUTEMENT ET DE PROMOTION **STOP** NON FINALISÉES EN 2010 **STOP** SONT PRISES EN CHARGE SUR LES BUDGETS DE FONCTIONNEMENTS POUR 2011 **STOP** DANS LA LIMITE DES POSTES BUDGÉTAIRES OUVERTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2011 **STOP** ET FIN. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU BUDGET. SIGNÉ MONSIEUR FARID BAKA.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00004875 MF/DGB/DG

Alger, le 09/05/2011

MONSIEUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU TRÉSOR

Objet: A/S Distribution publique de gaz des villes de Bechar et Kenadsa

Réf : V/E - n°2004 MF/DGT du 26 décembre 2010.
- n°469 MF/DGT du 13 mars 2011.
Envoi wilaya de Bechar n°741 du 17 janvier 2011.

Par envoi cité en référence, vous nous demandez notre avis sur la demande émanant de la wilaya Béchar relative à un changement d'intitulé d'une opération inscrite à l'indicatif du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales sous le n°09/FSDRS du 16/04/2005, et financée sur le Fonds Spécial de Développement des Régions du Sud (FSDRS).

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer, que de notre point de vue, cette opération doit être clôturée, et ce, pour les raisons ci-après:

- Au sens du décret 98-227 du 13 Juillet 1998, modifié et complété, relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat, cette demande s'apparente à la modification de la nature de l'opération;
- L'opération « Alimentation en gaz naturel des localités de Knadsa et Igli » relève du programme d'électrification et de distribution publique du gaz, mise en oeuvre à travers des conventions Etat (Ministère de l'Energie et des Mines, Ministère des Finances et Sonelgaz), dont la réalisation et le suivi sont assurés par un Comité Interministériel de l'Electricité et du Gaz (MEM, MF, Sonelgaz) ;
- L'Instruction n°955 MF/2010 du 06 septembre 2010 émanant de Monsieur le Ministre des Finances relative à l'application de l'instruction n° 02 du 22 juin 2010 **de Monsieur le Premier Ministre ayant pour objet la rationalisation de la gestion du programme public d'investissement, interdit le transfert des crédits de paiements d'une opération à une autre, ainsi que la demande de transfert d'autorisations de programmes;**
- Le Comité Interministériel de l'Electricité et du Gaz (CIEG) est saisi à l'effet de

clôturer toutes les conventions liant les wilayas à Sonelgaz (ER et DP gaz), afin de les restructurer en une seule opération centralisée(Etat, Sonelgaz) ;

- Ces éléments d'information ont été portés à la connaissance du représentant de la wilaya de Béchar lors des travaux d'arbitrages pour l'année 2012 en date du 03 Mai 2011.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005116 DGB/DRBCD

Alger, le 16/05/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DES MOYENS
-MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU
DEVELOPPMENT RURAL**

Objet : A/S de demande d'éclaircissements.

Réf: V/Envoi n° 860/DAM/MADR du 12 Avril 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant au régime indemnitaire à servir aux agents contractuels, à temps partiel.

Comme suite, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que les agents concernés bénéficient du régime indemnitaire institué par le décret exécutif n°10-136 du 13 Mai 2010, y compris la prime de rendement au taux de 30% du traitement, et qui a pour date d'effet le 1^{er} Janvier 2008, tel que fixé par l'article 12 du texte susmentionné.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :

Monsieur le contrôleur financiers auprès du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005118 DGB/DRBCD

Alger, le 16/05/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

Objet : A/S de la rémunération des titulaires de fonctions supérieures.

Réf: V /Envoi n° 13/MRP/DAG du 06 janvier 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant à la rémunération d'un cadre supérieur, exerçant la fonction supérieure de directeur d'études, au sein de votre département ministériel.

Vous précisez que l'intéressé appartient au grade de maître assistant classe A, et qui demande de conserver la rémunération attachée à son grade, ainsi que l'ensemble des primes et indemnités.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous informer qu'en application de l'article 3 du décret présidentiel n° 07-306 du 29 Septembre 2007, fixant le régime indemnitaire des fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions supérieures de l'Etat, ainsi que le point 4 de l'Instruction n° 8 du 14 Janvier 2008, relative à la mise en oeuvre des mesures de revalorisation des titulaires de fonctions supérieures de l'Etat, le concerné peut conserver le traitement attaché à son grade, lorsqu'il est plus avantageux, accompagné de l'indemnité de représentation, calculée par référence au traitement de la fonction supérieure occupée.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :

- Monsieur le chef de Division du Développement Administratif et de la Régulation.
- Mesdames et Messieurs les Contrôleurs Financiers auprès des Ministères.
- Madame et Messieurs les Contrôleurs Financiers auprès des Wilayas.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00005145 DGB/DRBCD

Alger, le 16/05/2011

MONSIEUR LE DIRECTEUR DES TRANSMISSIONS NATIONALES DE LA WILAYA D'OUM EL BOUAGHI

Objet : A/S de la demande d'éclaircissements.

Réf: V/Envoi n° 324/DTN du 29 Décembre 2010.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant à la situation d'un agent contractuel recruté par les services de la Direction de l'administration locale de la wilaya d'Oum El Bouaghi, le 01/06/1991, antérieurement à l'intervention de l'arrêté interministériel qui fixe les effectifs par emploi et la durée des contrats.

Vous précisez que l'intéressé a été transféré à la Direction des transmissions nationales, dès son installation.

Vous précisez, également, que l'intéressé occupe un emploi destiné à un fonctionnaire et qu'il a bénéficié d'un renouvellement de son contrat à durée indéterminée, à temps plein, dans le cadre du décret présidentiel n° 07-308 du 29 Septembre 2007, fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que leur régime disciplinaire qui leur est applicable.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous informer que d'un commun accord avec les services de la Direction Générale de la Fonction Publique, il a été décidé, à titre exceptionnel, que les agents contractuels recrutés antérieurement à l'intervention de l'arrêté interministériel du 22 Avril 1993, fixant les conditions de recrutement et la rémunération des personnels, vacataires dans les institutions et administrations publiques, et translatés dans la nouvelle grille indiciaire, conformément à l'instruction n° 10 du 14 Janvier 2008, relative à la mise en oeuvre du nouveau dispositif de classification et de rémunération des agents contractuels, bénéficient du régime indemnitaire, prévu par le décret exécutif n° 10-134 du 13 Mai 2010, instituant le

régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, du grade correspondant.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :

-Madame et Messieurs les Contrôleurs Financiers auprès des wilayas.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005171 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 18/05/2011

**MADAME ET MESSIEURS
LES CONTROLEURS FINANCIERS AUPRES DES WILAYAS
MESSIEURS
LES CONTROLEURS FINANCIERS
AUPRES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS
SOUS TUTELLE DU MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
(ALGER EST ET ALGER OUEST)**

Objet : Intégration des ingénieurs d'Etat et des techniciens supérieurs dans les filières laboratoire et maintenance, recrutés en qualité de contractuels.

Réf: Envoi n° 285/PM du 08 Mai 2011 de Monsieur le Premier Ministre.
Décret exécutif n° 10-133 du 5 ai 2010 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'enseignemnt superieur.

J'ai l'honneur de vous informer que, suite à l'accord de Monsieur le Premier Ministre, les ingénieurs d'Etat et les techniciens supérieurs dans les filières laboratoire et maintenance recrutés en qualité de contractuels sont intégrés en qualité de fonctionnaires stagiaires à compter du 1er Juillet 2011 date de leur fin de contrat en qualité de contractuel.

Il convient de préciser, que cette régularisation s'effectue dans le respect des postes budgétaires ouverts et des conditions de qualifications requises.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005202 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 19/05/2011

**MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU
MINISTÈRE DU COMMERCE**

Objet : A/S des dotations théoriques du parc-auto.

Réf : V/E n° 1336 du 12 mai 2011.

En réponse à votre envoi cité en référence, relatif à l'objet, j'ai l'honneur de vous rappeler que la consistance de la dotation théorique du parc des véhicules administratifs est fixée, à la demande de l'administration affectataire, par décision du ministre chargé du budget, et ce, en application des dispositions de l'article 09 du décret exécutif n°10-115 du 18 avril 2010, relatif aux parcs des véhicules administratifs affectés aux services de l'État, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'État.

Quant aux opérations d'acquisition des véhicules, ces dernières sont réalisées dans les limites des dotations théoriques et budgétaires, conformément aux dispositions de l'article 13 du décret n°10-115 cité ci-dessus.

De ce qui précède, la dotation théorique est obligatoire avant l'acquisition.

A ce titre, le refus du Contrôleur Financier est justifié par les dispositions réglementaires suscitées.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour information et exécution à :

- Mme le CF auprès de Ministère du Commerce.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005284 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 23/05/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DU BUDGET ET DES MOYENS
MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU**

Objet : A/S de la désignation d'un co-signataire.

Réf : -Votre envoi n° 133/DBM/MRE/11 du 11 mai 2011 .
- L'instruction n° 08/F/DC/RC/84 du 30 janvier 1984, de la Direction Générale de la Comptabilité, relative à l'application de l'instruction n°17 du 31 mai 1983, relative au financement et à la gestibn financière des oeuvres sociales dans le secteur public administratif.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter des éclaircissements quant à la gestion du fonds des oeuvres sociales du Ministère des Ressources en Eau.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître, qu'en application du point III de l'instruction n° 08/F/DC/RC/84 du 30 janvier 1984, le compte de chèques postaux ouvert au nom de la structure de gestion des oeuvres sociales sous l'intitulé «fonds des oeuvres sociales» doit fonctionner sous la double signature du gestionnaire désigné par la structure de gestion et du comptable responsable chargé de la tenue de la comptabilité du fonds.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005335 MF/DGB/DGC/578/2011

Alger, le 25/05/2011

TELEX

EXP: MINISTERE DES FINANCES -DGB/DGC.

**DEST : - MESDAMES ET MESSIEURS LES CONTROLEURS FINANCIERS
AUPRES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS;
- MADAME ET MESSIEURS LES CONTROLEURS FINANCIERS
DE WILAYAS;
- MONSIEUR LE TRESORIER CENTRAL;
- MONSIEUR LE TRESORIER PRINCIPAL;
- MESSIEURS LES TRESORIERES DE WILAYAS.**

**OBJET : SERVICE DES RAPPELS AFFERENTS AUX REGIMES
INDEMNITAIRES DES FONCTIONNAIRES.**

REFER: TELEX N°MF/1333/ DGB/DGC/136/11 DU 1^{ER} FEVRIER 2011.

ADDITIONNELLEMENT AU TELEX N°MF/1333/ DGB/DGC/136/11 DU 1^{ER} FEVRIER 2011 **STOP** NOTAMMENT L'APPLICATION DE SON POINT III **STOP** CONCERNANT LE SERVICE DES RAPPELS AFFERENTS AUX REGIMES INDEMNITAIRES **STOP** AUTRE QUE CELUI PREVU PAR LES POINTS I ET II **STOP** HONNEUR VOUS FAIRE CONNAITRE **STOP** QUE LE REGLEMENT DESDITS RAPPELS S'EFFECTUE CONFORMEMENT AUX MODALITES CI- APRES :

-RAPPEL COUVRANT LA PERIODE ALLANT DU 1^{ER} JANVIER 2010 AU 31 DECEMBRE 2010 AINSI QUE L'IMPACT CONCERNANT L'EXERCICE 2011 SERA SERVI EN 2011 **STOP**.

-RAPPEL COUVRANT LA PERIODE ALLANT DU 1^{ER} JANVIER 2008 AU 31 DECEMBRE 2009 SERA SERVI AU TITRE DE LA LOI DE FINANCES POUR 2012 **STOP** PARFAITE CONSIDERATION **STOP ET FIN SIGNE LE DIRECTEUR GENERAL DU BUDGET M. BAKAFARID ET LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE M. GHANEM MOHAMED LAARBI.**

*Le Directeur Général
du Budget
F. BAKA*

*Le Directeur Général
de la Comptabilité
M. L. GHANEM*

COPIE POUR INFORMATION A :

- MESSIEURS LES SECRETAIRES GENERAUX DES MINISTERES.
- MADAME ET MESSIEURS LES WALIS .
- MESSIEURS LES DIRECTEURS REGIONAUX DU BUDGET.
- MESSIEURS LES DIRECTEURS REGIONAUX DU TRESOR.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00005368 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 30/05/2011

MADAME ET MONSIEUR:
**-LA DIRECTRICE DE CENTRE
DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'APPRENTISSAGE
DE LA WILAYA D'OUM EL BOUAGUI"FILLES"**
**-LE DIRECTEUR DE CENTRE
DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET D'APPRENTISSAGE
DE LA WILAYA D'OUM EL BOUAGUI"GARÇONS"**

Objet : A/S demande d'éclaircissement au sujet de l'attribution de l'indemnité d'expérience pédagogique et de l'indemnité de documentation pédagogique.

Réf : V/Envoi n°138/CFPA du 01 Mars 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu m'informer du rejet définitif de l'agent comptable concernant le paiement des rappels de l'indemnité d'expérience pédagogique et de l'indemnité de documentation pédagogique, et ce, au motif que les dispositions du décret exécutif n° 10-224 du 30 septembre 2010 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la formation et de renseignement professionnels, ne prévoient pas l'attribution de ces deux avantages aux personnels d'intendance.

Vous précisez qu'avant la publication de nouveau régime indemnitaire vous bénéficiez de ces avantages en qualité des directeurs des centres de formation professionnelle et d'apprentissage en vertu du décret exécutif n° 90-192 du 23 juin 1990 complétant le décret n° 85-58 du 23 mars 1985, modifié, relatif à l'indemnité d'expérience et du décret exécutif n°02-330 du 16 octobre 2002 portant institution d'une indemnité de documentation pédagogique au profit des fonctionnaires enseignants relevant du ministère de l'éducation nationale et des fonctionnaires d'enseignement spécialisé relevant des secteurs chargés de la formation professionnelle, de la jeunesse et des sports, des affaires sociales et de la santé.

En effet, les articles 19 et 20 du décret présidentiel n° 07-304 du 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime rémunération des fonctionnaires précisent qu'en attendant l'adoption des textes régissant les régimes indemnitaires, les primes et indemnités qui continuent à être servies aux fonctionnaires sont calculées

conformément à la réglementation en vigueur au 31 Décembre 2007.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous informer que suite à l'intervention de décret exécutif n° 10-224 du 30 septembre 2010, susmentionné, qui institue le nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la formation et de l'enseignement professionnels, toutes dispositions contraire à ce décret ont été abrogées en ce qui concerne les personnels de la formation et de l'enseignement professionnels (cf. article 13 dudit décret).

Ainsi, l'indemnité de documentation pédagogique et l'indemnité de l'expérience pédagogique prévues, respectivement, par les articles 8 et 9 du décret exécutif n° 10-224 du 30 septembre 2010, suscités, ne sont servies qu'aux personnels prévus à l'article 3 dudit décret (personnels enseignants, personnels d'inspection, personnels d'orientation, d'évaluation et d'insertion professionnelle, au corps des adjoints techniques et pédagogiques et au corps des surveillants).

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005371 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 30/05/2011

**MONSIEUR
LE PRÉSIDENT DU SNPSSP
EPH « MESLEM-TAYEB »
WILAYA DE MASCARA**

Objet : A/S de la prime d'intéressement allouée aux spécialistes de la santé publique.

Réf : -V/Envoi n°203 du 06 décembre 2010.

- Ordonnance n° 95-01 du 21 janvier 1995 fixant l'assiette des cotisations et des prestations de sécurité sociale.
- Décret exécutif n° 96-208 du 05 juin 1996 fixant les modalités d'application des dispositions de l'article 1^{er} de l'ordonnance n°95-01 du 21 janvier 1995 fixant l'assiette des cotisations et des prestations de sécurité sociale.
- Décret exécutif n° 02-119 du 06 avril 2002 Instituant une prime d'intéressement au profit de certains personnels relevant des établissements publics de santé et fixant les modalités de son attribution.

Par envoi visé en référence, vous avez bien vu me poser la question de savoir si la prime d'intéressement prévue par le décret exécutif n° 02-119 du 06 avril 2002, cité en référence, servie aux spécialistes de la santé publique est exclue de l'assiette de calcul des cotisations de sécurité sociale.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître, qu'en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 95-01 du 21 janvier 1995, citée en référence, l'assiette du calcul des cotisations de sécurité sociale est constituée de l'ensemble des éléments du salaire ou du revenu, à l'exception des éléments qui sont définis à l'article 02 du décret exécutif n° 96-208 du 05 juin 1996, cité en référence .

Dés lors, la prime d'intéressement est soumise aux cotisations de sécurité sociale.

***Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID***

Copie pour information à :

Monsieur le Directeur de l'Établissement Public Hospitalier de la wilaya de Mascara.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005778 MF/DGB/DG

Alger, le 16/06/2011

**MONSIEUR
LE WALI DE LA WILAYA DE TISSEMSILT**

Objet: A/S demande d'utilisation des reliquats

Réf : Envoi N° 734/DPSB/2011 du 31/05/2011.

Suite à votre envoi cité en référence par lequel, vous avez bien voulu demander l'utilisation des reliquats dégagés sur les opérations inscrites en 2006 dans le cadre du programme Hauts Plateaux (après leurs dévaluations) pour la prise en charge de la réalisation de nouvelles études géophysiques au niveau de la partie Nord et Nord Est de la wilaya sous forme de réévaluation.

J'ai l'honneur de vous rappeler que le décret exécutif n°09-148 du 02/05/2009 et notamment son article n° 27 bis qui stipule que: « les reliquats des autorisations de programme sur les opérations inscrites à la nomenclature des investissements publics ne peuvent être utilisés pour l'inscription de nouveaux projets, et ce, quel que soit leur mode de gestion ».

A cet effet, j'ai le regret de vous informer qu'aucune suite ne pourra être donnée à votre demande.

Veuillez agréer, Monsieur le Wali, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00005969 MF/DGB/DG

Alger, le 23/06/2011

**MONSIEUR
LE SECRETAIRE GENERAL
DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION
ET DE LA REFORME HOSPITALIERE.**

Objet : A/S des postes supérieurs de chefs de service hospitalo-universitaires par intérim et de chefs d'unité.

Suite à la réunion du 22 juin 2011, tenue au siège du Ministère des Finances, Direction Générale du Budget, consacrée à l'examen du dossier relatif aux postes supérieurs des chefs de service hospitalo-universitaires par intérim et de chefs d'unité, j'ai l'honneur de vous faire part des précisions ci-après:

Lors de cette réunion, les participants représentant les secteurs concernés, de l'enseignement supérieur et de la santé, notamment les services de la santé de la wilaya de Tlemcen, reconnaissent la non-application des dispositions statutaires pour la nomination de ce personnel, qui s'est toujours effectuée par arrêté pris par le Ministre chargé de la santé, sans associer le Ministre chargé de l'enseignement supérieur.

En effet, la nomination aux postes supérieurs cités en objet, doit être prononcée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'enseignement supérieur et du Ministre chargé de la santé, conformément aux articles 39 du décret exécutif n° 91-471 du 07/12/1991, portant statut particulier des spécialistes hospitalo-universitaires et 61 et 72 du décret exécutif n° 08-129 du 03/05/2008, portant statut particulier de l'enseignant chercheur hospitalo-universitaire.

Dès lors et conformément à la réglementation en vigueur, les dépenses engagées, concernant les postes supérieurs suscités, ne peuvent recueillir le visa des contrôleurs financiers et être admis en dépense par les comptables publics, pour les mêmes motifs invoqués supra.

Enfin, il incombe aux services de la santé de procéder à la régularisation des actes de nomination à ces postes supérieurs, dans le respect de la réglementation régissant ce domaine.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie à:

M. le Secrétaire Général du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00006407 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 06/07/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION DES MOYENS
MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

Objet : A/S de la demande d'autorisation pour l'acquisition d'un bus au profit de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime.

Réf : Votre envoi n° 112042/MT du 22/06/2011 .

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander une dérogation pour acquisition d'un bus au profit de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime à Bousmail Wilaya de Tipaza.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que la Direction Générale du Budget n'est pas habilitée à donner une dérogation.

A ce titre, il convient de vous rappeler que toute acquisition de véhicule doit s'effectuer dans le respect de la réglementation en vigueur notamment le décret exécutif n° 10-115 du 18 Avril 2010 relatif aux parcs des véhicules administratifs affectés aux services de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics à caractère administratif et aux institutions et organismes publics financés totalement sur le budget de l'Etat et le décret présidentiel n°10-236 du 7/10/2010, portant réglementation des marchés publics.

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

Copie pour information à :

M. le contrôleur financier auprès de la wilaya de Tipaza.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00006499 MF/DGB/742/DGC/2011

Alger, le 11/07/2011

TELEX

EXP: MINISTERE DES FINANCES -DGB/DGC.

**DEST: - MESDAMES ET MESSIEURS LES CONTROLEURS FINANCIERS
AU PRES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS
- MADAME ET MESSIEURS LES CONTROLEURS FINANCIERS
AUPRES DES WILAYAS
- MONSIEUR LE TRESORIER CENTRAL
- MONSIEUR LE TRESORIER PRINCIPAL
- MESSIEURS LES TRESORIERES DE WILAYAS**

**OBJET: A/S REPORT DU DELAI DE PRODUCTION DES ETATS MATRICES
AU TITRE DE L'ANNEE 2011.**

REF: ENVOI N° 3624/MF/DGB/DGC/381 DU 03 AVRIL 2011.

ADDITIONNELLEMENT A L'ENVOI VISE EN REFERENCE **STOP** HONNEUR
VOUS FAIRE CONNAITRE **STOP** QUE LA PRODUCTION DES ETATS
MATRICES AU TITRE DE L'EXERCICE 2011 **STOP** EST EXIGIBLE A
COMPTER DU 1^{er} OCTOBRE 2011 **STOP** PARFAITE CONSIDERATION **STOP**
ET FIN SIGNE LE DIRECTEUR GENERAL DU BUDGET M.BAKA FARID
ET LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE M. GHANEM
MOHAMED LARBI.

*Le Directeur Général
du Budget
F. BAKA*

*Le Directeur Général
de la Comptabilité
M. L. GHANEM*

COPIE POUR INFORMATION ET SUIVI:

- MESSIEURS LES DIRECTEURS REGIONAUX DU BUDGET
- MESSIEURS LES DIRECTEURS REGIONAUX DU TRESOR

COPIE A:

- MESSIEURS LES SECRETAIRE GENERAUX DES MINISTERES
- MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COUR DES COMPTES
- MONSIEUR LE CHEF D' INSPECTION GENERAL DES FINANCES

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00006730 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 13/07/2011

**MONSIEUR
L'AGENT COMPTABLE DU CENTRE DE
FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE L'APRENTISSAGE
D'EL OULMA -SETIF-**

Objet : A/S de la demande d'éclaircissement.

Réf : V/ Envoi n° 01/CFPA du 05 Mars 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant aux retenues d'absences concernant les contractuels à temps partiel, exerçant au niveau du Centre de Formation Professionnelle et de l'Apprentissage.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que les opérations de retenue sur la rémunération sanctionne toute absence non justifiée des fonctionnaires et agents publics, et ce, au prorata de la durée de l'absence, conformément à l'article 207 de l'Ordonnance n°06-03 du 15 Juillet 2006, portant statut général de la fonction publique.

A cet égard, je vous rappelle que l'article 6 du Décret présidentiel n°07-308 du 29 Septembre 2007, à fixé à cinq heures l'amplitude journalière de travail des agents contractuels exerçant à temps partiel. Par ailleurs l'instruction n°10 du 14 Janvier 2008, précise les modalités de la rémunération des agents contractuels exerçant à temps partiel, notamment son point 8.2.

Aussi, il vous appartient de procéder à des ponctions sur rémunération, telle que calculée dans l'instruction n°10 du 14 Janvier 2008, précitée, au prorata de la durée de l'absence irrégulière.

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

Copie pour information à :

- Monsieur le contrôleur financier auprès de la wilaya de Sétif.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**MINISTRE DE L'INTERIEUR
ET DES COLECTIVITES LOCALES**

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT
DIRECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**INSTRUCTION INTERMINISTERIELLE N°6853 MF/DGB/DRBCD
DU 27/07/2011 RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DU CONTROLE
PREALABLE DES ACTES DE GESTION DES PERSONNELS RELEVANT
DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE**

**MADAME ET MESSIEURS LES WALIS
MADAME ET MESSIEURS LES CHEFS D'INSPECTIONS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
MESDAMES ET MESSIEURS LES CONTROLEURS FINANCIERS**

En application des dispositions de l'article 2 du décret exécutif n°92-414 du 14 novembre 1992, modifié et complété, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées, la présente instruction interministérielle a pour objet de déterminer les modalités de mise en oeuvre du contrôle préalable des actes de gestion relatifs à la carrière des fonctionnaires et agents contractuels relevant de l'administration communale.

A ce titre, et conformément aux dispositions de l'article 5 du décret exécutif n°92-414 du 14 novembre 1992 suscité, les projets d'actes de gestion se rapportant à la carrière et à la rémunération des fonctionnaires et agents contractuels relevant de l'administration communale sont désormais soumis préalablement à leur signature au visa du contrôleur financier.

Dans ce cadre, il y a lieu de rappeler que le calendrier de mise en oeuvre du contrôle préalable des dépenses engagées applicable aux budgets des communes a été fixé par l'arrêté interministériel du 2 mars 2011, modifiant l'arrêté interministériel du 09 mai 2010 comme suit:

- à compter de l'exercice budgétaire 2010, pour les communes chefs-lieux de wilayas;
- à compter de l'exercice budgétaire 2012, pour les communes chefs lieux de daïras, ainsi que les communes chefs lieux de circonscriptions administratives relevant de l'autorité de walis délégués;
- à compter de l'exercice budgétaire 2013, pour le reste des communes.

Par ailleurs, et en application des dispositions de l'article 5 du décret exécutif n°95-126 du 29 avril 1995, modifiant et complétant, le décret n°66-145 du 2 juin 1996 relatif à l'élaboration et à la publication de certains actes à caractère réglementaire ou individuel concernant la situation des fonctionnaires "les actes de gestion des personnels relevant de l'administration communale demeurent soumis au visa préalable de contrôle de légalité relevant des services de la fonction publique ».

Aussi, l'autorité investie du pouvoir de nomination et de gestion procède à l'établissement des projets d'actes de gestion se rapportant à la carrière des fonctionnaires et agents contractuels, puis les soumet, dans une première phase, au visa préalable de contrôle de légalité de la fonction publique et dans une deuxième phase au visa du contrôleur financier territorialement compétent.

A l'issue des opérations de contrôle effectuées par les organes de contrôle compétents, il est procédé à la signature des actes de gestion en question par l'autorité investie du pouvoir de nomination de gestion.

*P/ Le Ministre des Finances
Le Secrétaire Général
M.Boutaba*

*Le Ministre de l'Intérieure
et des Collectivités Locales
D.Ould Kablia*

*P/ Le Secrétaire Général du Gouvernement
Le Directeur Général de la Fonction Public
B.Bouchmal*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00006935 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 08/08/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GENERAL
DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE
DE BLIDA**

Objet : A/S attribution de la prime de rendement aux médecins occupant des postes supérieurs.

Réf : V/Envoi n°237/DG du 27 Mars 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les médecins généralistes régulièrement nommés à des postes supérieurs (directeur et sous-directeur) peuvent prétendre à la prime de rendement au même titre que le personnel des corps communs occupant les mêmes postes supérieurs.

J'ai l'honneur de vous informer que conformément à l'article 14 de l'ordonnance n°06-03 du 15 juillet 2006 portant statut général de la fonction publique, et l'article 02 de décret présidentiel n°07-304 du 29 septembre 2007 fixant les modalités d'attribution de la bonification indiciaire aux titulaires de postes supérieurs dans les institutions et administrations publiques, les titulaires des postes supérieurs bénéficient d'une bonification indiciaire qui s'ajoute à la rémunération attachée à leur grade.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00007257 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 17/08/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GENERAL
DU CENTRE HOSPITALO UNIVERSITAIRE
BENFLIS TOUHAMI
BATNA**

Objet : A/S de la prise en charge des rappels des retraités.

Réf : Votre envoi n° 556/DG/2011 du 07 Août 2011.

Par envoi viséen référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements à propos de l'organisme à qui incombe la prise en charge des rappels, induits par l'application des nouveaux statuts et régimes indemnitaires, des fonctionnaires mis à la retraite ultérieurement au 1^{er} Janvier 2008, et avant la signature et la publication de leurs statuts respectifs.

Vous précisez que les intéressés sont pris en charge par les organismes de sécurité sociale .

Comme suite, j'ai j'honneur de vous informer que, les rappels dûs au titre de la période allant du 1^{er} Janvier 2008 jusqu'à la date de la mise à la retraite, doivent être pris en charge par le dernier organisme employeur.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°00007260 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 17/08/2011

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE -SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT.

Objet : A/S de la demande d'éclaircissement.

Réf: V/Envoi n° 794/SGG/DAG du 06 Juin 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant aux modalités de calcul des rappels de l'Indemnité de Sujétion Spéciale, au profit des fonctionnaires en activité au sein des services de la Présidence de la République, au Secrétariat Général du Gouvernement.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que conformément aux dispositions de l'article 8 du décret présidentiel n° 11-19 du 13 Avril 2011, instituant l'Indemnité de Sujétion Spéciale, au profit des fonctionnaires et agents publics exerçant au sein des services de la Présidence de la République, le service de l'Indemnité de Sujétion Spéciale prend effet à compter du 1^{er} Janvier 2008.

Ainsi, il y a lieu de servir aux fonctionnaires concernés des rappels qui représentent l'écart entre les primes et indemnités prévues par le nouveau régime indemnitaire et celles perçues dans le cadre de l'ancien régime indemnitaire.

A cet égard, le calcul de ces rappels doit tenir compte de la situation administrative du fonctionnaire (promotion ou avancement d'échelon) concerné, pour la période concernée par le rappel.

Dans ce cadre, il y a lieu de souligner que l'Indemnité de Sujétion Spéciale, est servie trimestriellement au profit des fonctionnaires en activité au sein des services de la Présidence de la République, au Secrétariat Général du Gouvernement.

Ainsi, son service étant soumis à notation selon les critères de l'autorité compétente, conformément à l'article 5 du décret présidentiel n° 11-19 du 13 Avril 2011, suscitée, elle est exclusive de la prime de rendement, rémunérant le rendement et la performance,

instituée par les dispositions du décret-exécutif n° 10-134 du 13 Mai 2010, instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, notamment son article 3.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour information à :

- Monsieur le Contrôleur Financier auprès de la Présidence de la République.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00007343 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 22/08/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DES OEUVRES UNIVERSITAIRES
DE LA WILAYA D'OUM EL BOUAGUI**

Objet : A/S remboursement des frais.

Réf : V/Envoi n° 5073/ANC/DAM du 28 Septembre 2010.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu me faire part du rejet formulé par le contrôleur financier de la wilaya de d'Oum El Bouaghi, relatif aux remboursements des frais de mission, au profit du poste supérieur de directeur des oeuvres universitaires de la wilaya d'Oum El Bouagui

Comme suite, j'ai l'honneur, de vous informer que le rejet du contrôleur financier est fondé.

En effet, l'article 07 bis du décret exécutif n°91-500 du 21 Décembre 1991, fixant le montant et les conditions d'attribution des indemnités compensatrices des frais engagés par les agents en mission commandée à l'intérieur du territoire national, modifié et complété, stipule expressément, que l'indemnité compensatrice des frais engagés est servie uniquement aux **titulaires de fonctions supérieures**.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :

-Mesdames et Messieurs les contrôleurs Financiers auprès des Minitères et des Wilayas.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00007412 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 25/08/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE L'OFFICE NATIONAL
DE SIGNALISATION MARITIME**

Objet : A/S du régime indemnitaire des agents contractuels exerçant à temps partiel.

Réf : V /Envoi n° 154/0NSM du 27 Juin 2010.

- Instruction interministérielle du 4 août 2010 fixant les modalités de mise en oeuvre du nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, ouvriers professionnels, conducteurs d'automobiles et appariteurs, ainsi que des agents contractuels.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les agents contractuels exerçant à temps partiel, peuvent bénéficier la prime de rendement, prévue par le décret exécutif n°10-136 du 13 Mai 2010 instituant le régime indemnitaire des agents contractuels, et les modalités de calcul de cette prime.

Comme, suite, j'ai l'honneur de vous informer que les agents contractuels exerçant à temps partiel bénéficient de la prime de rendement en vertu de l'article 2 de décret exécutif n°10-136 suscité, à compter du 1er Janvier 2008.

En ce qui concerne les modalités de calcul du rappel de l'avantage précité, celles-ci sont précisées par l'instruction interministérielle du 4 Août 2011 citée en référence notamment son point 2.2.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU TRÉSOR**

INSTRUCTION N° 07499 DU 01 SEPTEMBRE 2011 PRÉCISANT LE RÉGIME D'ASSURANCE DES BIENS RELEVANT DES ADMINISTRATIONS CENTRALES DE L'ÉTAT ET DES SERVICES DECONCENTRÉS EN DÉPENDANT

Réf :- Ordonnance n°74-15 du 30 janvier 1974, modifiée et complétée, relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages;

- Ordonnance n°75-58 du 26 Septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil notamment son article 49;
- Ordonnance n°95-07 du 25 janvier 1995, modifiée et complétée, relative aux assurances;
- Ordonnance n°03-12 du 26 août 2003 relative à l'obligation assurance des catastrophes naturelles et de l'indemnisation des victimes.

Les services du Ministère des Finances constatent que certaines administrations centrales et leurs services déconcentrés souscrivent des assurances pour les véhicules et les biens immobiliers construits contre les catastrophes naturelles prévues respectivement, par les dispositions des ordonnances n°74-15 du 30 janvier 1974 et n°03-12 du 26 août 2003 sus visées.

C'est ainsi que des Crédits budgétaires conséquents sont consacrés à la couverture des dépenses afférentes à ces opérations.

A ce titre, il convient de rappeler que, l'article 2 de l'ordonnance 74-15 du 30 janvier 1974 relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles et au régime d'indemnisation des dommages, dispose que «L'Etat dispensé de l'obligation d'assurance, est tenu pour les véhicules dont il est propriétaire ou dont il a la garde, des obligations d'un assureur».

S'agissant de l'assurance contre les catastrophes naturelles, les dispositions de l'article 1^{er} de l'ordonnance 03-12 du 26 Août 2003 sus visée précisent que «Tout propriétaire, personne physique ou morale, autre que l'Etat, d'un bien immobilier construit, situé en Algérie est tenu de souscrire un contrat d'assurance de dommages garantissant ce bien contre les effets de catastrophes naturelles».

De ce qui précède, il ressort que les départements ministériels et leurs services déconcentrés, sont dispensés légalement de l'obligation de la souscription de tout type d'assurance de véhicules et de biens immobiliers construits.

Ces administrations sont considérées, en cas de survenance d'un sinistre automobile, comme leurs propre assureur et assument, par le biais de l'agence judiciaire du trésor, la prise en charge du dossier contentieux devant les juridictions judiciaires, dans le cadre des dispositions de la loi n° 63-198 du 08 juin 1963 portant création de l'agence judiciaire du trésor.

En cas de catastrophe naturelle, les administrations précitées prennent en charge la remise en état de leurs biens immobiliers construits endommagés.

Par ailleurs, ces administrations ne sont pas tenues de souscrire une assurance pour les hélicoptères et les aéronefs à usage particulier dont elles disposent, l'Etat étant son propre assureur.

En ce qui concerne les autres institutions et établissements publics, autre que l'Etat, ces entités sont soumises à l'obligation de la souscription d'assurances telle que prévue par la législation en vigueur.

Dans ce cadre, les services compétents de la Direction Générale du Budget, sont appelés à procéder aux aménagements nécessaires en matière d'inscription des crédits budgétaires dans les fascicules budgétaires des institutions et administrations publiques.

*Le Directeur Général
du Budget
F.BAKA*

*Le Directeur Général
du Trésor
H.Baba Ami*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00007521 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 04/09/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ**

Objet : Visa des dépenses au titre des PCD.

Réf : V/E n°888 du 17 août 2011.

Par envoi cité en référence, vous avez bien voulu me faire part de la question posée par les services de la Direction Régionale du Trésor, de savoir si les engagements de dépenses liés aux opérations effectuées dans le cadre des Plans Communaux de Développement (PCD) sont soumis au visa du Contrôleur Financier auprès de la commune.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que les Plans Communaux de Développement sont soumis au Contrôleur Financier auprès de la Commune pour prise en charge des décisions d'individualisations et des engagements de dépenses, et ce, conformément aux dispositions du décret exécutif n°92-414 du 14 novembre 1992, modifié et complété, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées, notamment son article deux (02).

Les projets de dépenses imputables aux PCD, sont visés par le Contrôleur Financier auprès de la commune même au titre que les autres programmes sectoriels visés par le Contrôleur Financier auprès de la wilaya.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00007622 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 07/09/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ**

Objet : A/S l'acquisition d'objets et oeuvres d'art provenant de l'étranger.

Réf : Votre envoi n° 858/MF/DGC/DRECB/11 du 11Aout 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les acquisitions d'objets et oeuvres d'art provenant de l'étranger ayant une valeur et un intérêt du point de vue de l'art, de l'histoire de la science ou de la culture, imputées sur le compte d'affectation spéciale n° 302-123 «fonds national du patrimoine culturel», sont soumises aux procédures des marchés publics.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer de cette question appelée une réponse positive, et ce, en application de l'article 5 du décret présidentiel n°10-236 du 07 Octobre 2010, portant réglementation des Marchés publics.

Il est à noter que cette disposition, prévoit outre le cadre contractuel spécifique régissant les deux parties, l'institution d'une commission ad hoc interministérielle chargée de sélectionner et d'évaluer les oeuvres d'art susceptibles d'enrichir le patrimoine culturel ainsi que la mise en place d'un arrêté interministériel (Ministère des Finances/Ministère de la Culture) fixant la liste des produits et services.

Un marché de régularisation est établi dans un délai de trois mois et soumis à l'organe compétent de contrôle externe.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°00007645 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 08/09/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION
DES MOYENS ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS
MINISTÈRE DES FINANCES**

Objet : A/S de l'engagement des travaux d'étanchéité au niveau de l'Hôtel des Finances de Oum El Bouaghi.

Réf : Votre envoi n°212/MF/DGI/DAMF/2011 du 09 Août 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter une autorisation pour prendre en charge sur le budget d'équipement, un engagement de dépense relatif aux travaux de réhabilitation au niveau de l'Hôtel des Finances d'Oum El Bouaghi d'un montant de (.....)DA, et ce, suite au rejet prononcé par le contrôleur financier au motif que la procédure de sélection du choix du cocontractant a été faite par les services centraux.

Vous précisez que cette opération est inscrite à l'indicatif de l'administration centrale, a fait l'objet d'une délégation d'autorisation de programme et de crédits de paiement au profit de l'ordonnateur secondaire concerné, conformément aux procédures établies en la matière.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître que s'agissant d'un transfert de compétence et de responsabilité de l'ordonnateur principal vers l'ordonnateur secondaire, ce dernier est le seul habilité à effectuer l'ensemble des opérations budgétaires.

De ce fait, les documents exigibles en la matière doivent être établis par l'ordonnateur secondaire.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0007920 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 18/09/2011

**MADAME
LA DIRECTRICE GÉNÉRALE
CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE TLEMCEM.**

Objet : A/S Demande d'éclaircissement concernant le bénéfice des avantages des oeuvres sociales au profit des personnels saisonniers.

Réf : Votre envoi n° 0285/DG/CHUT/2011;

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les personnels saisonniers (vacataires) exerçant auprès de votre établissement, pouvaient bénéficier des prestations des oeuvres sociales.

Comme suite, J'ai l'honneur de vous faire connaître que cette catégorie d'agents contractuels ouvre droit à l'ensemble des avantages en matière des oeuvres sociales, conformément à l'article 13 du décret présidentiel n°07 -308 du 29 septembre 2007 portant les modalités de recrutement des agents contractuels, leur droit et obligation, éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion ainsi que le régime disciplinaire qui leur est applicable.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

N°00008034 MF/DGB/DRBCD/2011

ARRÊTE DU 05 MAI 2011 FIXANT LA PROCEDURE DES ENGAGEMENTS PROVISIONNELS

Le Ministre des Finances,

- Vu la loi n°90-21 du 24 Moharram 1411 correspondant au 15 Août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique;
- Vu la loi n°99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 04 Avril 1999 portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur, notamment son article 37;
- Vu le décret présidentiel n°10-149 du 14 Joumada Ethani 1431 correspondant au 28 Mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement;
- Vu le Décret exécutif n°92-414 du 19 Joumada El Oula 1413 correspondant au 14 novembre 1992, modifié et complété, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées.
- Vu le décret exécutif n°95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances;
- Vu le décret exécutif n°97-268 du 16 Rabie El Aouel 1418 correspondant au 21 juillet 1997 fixant les procédures relatives à l'engagement et l'exécution des dépenses publiques et déterminant les attributions et les responsabilités des ordonnateurs;

ARRÊTE

Art 1^{er}: En application des dispositions de l'article 3 du décret exécutif n°92-414 du 19 Joumada El Oula 1413 correspondant au 14 novembre 1992, modifié et complété, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la procédure des engagements provisionnels applicable à certains secteurs ou certaines catégories de dépenses.

Art 2: les secteurs et les catégories de dépenses concernés par la procédure des engagements provisionnels sont déterminés selon les formes prévues par le décret exécutif n°92-414 du 19 Joumada El Oula 1413 correspondant au 14 novembre 1992, modifié et complété, sus visé.

Art 3: L'engagement provisionnel est une procédure qui permet à l'ordonnateur d'engager des dépenses sans justifications préalables.

Art 4: L'engagement provisionnel est soumis au visa préalable du contrôleur financier sans qu'il soit nécessaire de présenter de pièces justificatives.

Art 5 : L'engagement provisionnel s'effectue par tranches trimestrielles ou semestrielles.

Le montant de la tranche correspond, selon le cas, au quart (1/4) ou à la moitié (1/2) des crédits alloués annuellement du chapitre ou de l'article considéré.

Cependant, le Ministre chargé du Budget peut accorder, à titre exceptionnel, un engagement provisionnel complémentaire, dans la limite des 30% du montant de la tranche suivante, si le montant de l'engagement provisionnel est consommé avant la fin de la période considérée.

En outre, pour certaines catégories de dépenses, l'engagement provisionnel complémentaire peut s'effectuer au delà de la limite des 30% fixée à l'alinéa précédent à concurrence des crédits alloués, après accord préalable du ministre chargé du budget.

Art 6 : Le bénéfice d'une tranche de crédits est subordonné à la justification de la consommation de la tranche précédente.

Art 7 : La régularisation des dépenses effectuées, dans le cadre de l'engagement provisionnel intervient au terme de chaque période.

L'ordonnateur soumet au visa du contrôleur financier une fiche de régularisation accompagnée des copies des pièces justificatives, notamment l'état des paiements opérés au titre de la période considérée, dûment certifié par le comptable public.

Art 8 : La fiche de régularisation et les pièces justificatives, au titre de la dernière période, doivent être présentées au visa du contrôleur financier, dans les vingt (20) jours qui suivent la date de clôture des ordonnancements et des mandatements.

Toutefois, pour des cas dûment justifiés, le visa du contrôleur financier, pour la dernière tranche, peut intervenir au-delà du délai prévu ci-dessus, après accord du Ministre chargé du budget.

Art 9 : Les dépenses effectuées dans le cadre de l'engagement provisionnel entachées d'irrégularités doivent faire l'objet d'un rejet définitif, par le contrôleur financier.

Une copie du rejet définitif est transmise, à titre d'information, au comptable public.

Les dépenses afférentes au rejet définitif sont prises en compte dans la comptabilité des engagements.

Le contrôleur financier rend compte, au Ministre chargé du budget, des dépenses d'engagement provisionnel ayant fait l'objet d'un rejet définitif.

Art 10 : Le visa ou le rejet des engagements provisionnels sont consignés, par chapitre et article sur un registre de consignment des visas et des rejets.

Art 11 : Les délais fixés, au contrôleur financier, pour l'examen des dossiers d'engagement provisionnel sont ceux prévus par la réglementation en vigueur.

Art 12: Le présent arrêté est publié au Journal Officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Le Ministre des Finances
K.DJOURI

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0008491 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 11/10/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR REGIONAL DU TRESOR À BECHAR**

Objet : A/S de la demande d'éclaircissement.

Réf : V/Envoi n°203/DGC/DRTB/SDVC du 15 Juin2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique bénéficient de l'indetmnnité d'intéressement et de l'indemnité de risque de contagion.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer informer que ces fonctionnaires continuent à bénéficier de l'indemnité de risque de contagion, conformément au décret exécutif n° 03-52 du 4 Février 2003 instituant une indemnité de risque de contagion au profit des personnels exerçant dans certaines structures de santé publique

S'agissant de l' indemnité d'intéressement, les intéressés ne peuvent prétendre au bénéfice de cet avantage, en applications des dispositions de l'article 8 du décret exécutif n° 11-188 du 5 Mai 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0008680 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 17/10/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ**

Objet: A/S de rejet de mandats par le Trésorier de wilaya.

Réf : Votre envoi n° 3657/MF/DGC/DRECB/RCE/234/11 du 06 Octobre 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander mon avis réglementaire relatif au rejet prononcé par le trésorier de la Wilaya de Guelma, concernant le paiement des mandats imputés sur le chapitre 623 «enseignement fondamental», au motif que ledit chapitre concerne que le programme sectoriel déconcentré.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, le chapitre 623 intitulé «enseignement fondamental», concerne exclusivement les programmes sectoriels déconcentrés PSD à gestion Walis (cf instruction 01//SNM/MF/98 du 21/01/1998 de Monsieur le Ministre des Finances, relative aux procédures d'exécution des dépenses d'équipement publics.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0008717 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 18/10/2011

**MONSIEUR
LE CHEF DE LA DIVISION DU DEVELOPPMENT DE
L'ACTION ECONOMIQUE ET SOCIALE
DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET**

Objet : A/S demande des éclaircissements.

Réf : V/Envoi n° 626/DGB/DDAES/DAE du 13 Octobre 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant au régime indemnitaire à servir aux agents qui interviennent dans le cadre du Recensement Général d'Agriculture (R.G.A.), à la faveur de l'intervention du statut général de la fonction publique prévu par l'Ordonnance n° 06-03 du 15 Juillet 2006, portant statut général de la fonction publique.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'article 21 de l'ordonnance ci-dessus, a prévu un nouveau cadre législatif pour, le recrutement des agents contractuels pour la prise en charge d'opérations revêtant un caractère conjoncturel, qui est le cas d'espèce pour le R.G.A.

Ainsi, les agents contractuels qui interviennent dans le cadre du (R.G.A.) sont soumis au régime de la contractualisation et recrutés conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 07-308 du 29 septembre 2007, fixant les modalités de recrutement des agents contractuels, leurs droits et obligations, les éléments constitutifs de leur rémunération, les règles relatives à leur gestion et le régime disciplinaire qui leur est applicable, notamment l'article 11, pour le délai de réalisation de cette opération.

A ce titre, ils perçoivent un régime indemnitaire qui est fixé conformément à l'article 08 du décret executif n°10-136 du 13 Mai 2010, instituant le régime indemnitaire des agents contractuels.

S'agissant des fonctionnaires qui sont éventuellement, appelés à intervenir dans ce cadre, il convient de leur servir une indemnité, et ce, en application de l'article 18 du

décret exécutif n°01-114 du 7 Mai 2001 portant recensement général d'agriculture.

Veillez agréer, Monsieur le Chef de la Division, l'expression de ma haute considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0008805 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 20/10/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GENERAL DE LA COMPTABILITE**

Objet : A/S de la bonification accordée aux agents comptable de l'Etat.

Réf : V/Envoi n° 659/MF/DGC/DRECB du 15 Juin 2011.

Par envoi visé en référence vous avez, bien voulu poser la question de savoir si un agent comptable du Centre de Formation Professionnelle et de l'Apprentissage, peut prétendre au bénéfice de la bonification indiciaire, telle que définie par les dispositions de l'article 62 du décret exécutif n° 10-298 du 29 novembre 2010, portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques à l'administration du trésor, de la comptabilité et des assurances.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que la bonification indiciaire prévue à l'article 62 du décret exécutif n° 10-298 du 29 novembre 2010, précité, est accordée aux agents comptable de l'Etat nommés conformément aux dispositions de l'article 57 du décret exécutif suscité.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0008850 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 24/10/2011

**MESDAMES ET MESSIEURS
LES CONTROLEURS FINANCIERS AUPRES
DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS ET DES WILAYAS**

Objet: A/S Prise en charge des arriérés des bourses des étudiants et stagiaires des établissements publics d'enseignement et de formation relevant de certains secteurs.

L'administration du budget est fréquemment saisie par des établissements publics d'enseignement et de formation relevant de certains secteurs qui sollicitent des dérogations exceptionnelles pour prendre en charge, sur leurs budgets de fonctionnement pour 2011, les arriérés des bourses des élèves, étudiants et stagiaires au titre de l'année 2010.

A ce titre, compte tenu du caractère provisionnel de cette catégorie de dépense, d'une part et dans le souci de préserver les droits acquis des élèves, stagiaires et étudiants, d'autre part, je vous demande de prendre en charge les engagements de dépenses afférents aux arriérés des bourses de l'exercice 2010 sur le budget de fonctionnement pour 2011, et ce, à concurrence des crédits inscrits au chapitre d'imputation considéré.

Il est utile de préciser qu'au regard de la nature obligatoire des dépenses de l'espèce, les intéressés doivent bénéficier des bourses qui leurs sont accordées conformément à la réglementation en vigueur.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0009034 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 03/11/2011

**MONSIEUR
LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE
COMMUNALE DE BEIDA BORDJ
-WILAYA DE SETIF-**

Objet : A/S demande des éclaircissements.

Réf : V/Envoi n° 2083/SG du 15 Octobre 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements sur les rémunérations des élus locaux détachés.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que l'article 10 du décret exécutif n°91-463 du 03 décembre 1991, déterminant les conditions de détachement des élus locaux et les indemnités qui leur sont allouées, modifié et complété, a prévu la possibilité pour les élus locaux détachés de percevoir une indemnité qui correspond à la dernière rémunération mensuelle perçue au titre de leurs organismes employeurs d'origine avant leur élection, si celle-ci est plus avantageuse que les indemnités prévues aux articles 06 et 07 du texte précité. Cette indemnité correspond à l'ensemble des éléments de la rémunération, y compris les avantages suscités, à l'exclusion d'éléments correspondant à des remboursements de frais (logement, transport, téléphone, panier...)

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0009162 MF/DGB/DRBCD/11

Alger, le 13/11/2011

**MESDAMES ET MESSIEURS
LES CONTROLEURS FINANCIERS
AU PRES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS
ET DE WILAYAS EN COMMUNICATION A :
MESSIEURS LES DIRECTEURS REGIONAUX DU BUDGET**

Objet : Traitement de certains dossiers relatifs aux engagements de dépenses au titre des budgets de fonctionnement des institutions et administrations publiques.

Les services centraux du budget sont saisis par les ordonnateurs des institutions et administrations publiques à propos des notes de rejets émises par les contrôleurs financiers concernant certains engagements de dépenses de fonctionnement revêtant notamment un caractère sensible, et ce, dans le cadre de l'application de la réglementation en vigueur.

Il s'agit particulièrement des dépenses liées à l'acquisition des médicaments, des appareils médicaux et autres produits pharmaceutiques par les établissements hospitaliers de santé publique, à l'alimentation, à l'entretien et la réparation des infrastructures et aux autres travaux d'urgence pour certains établissements et organismes publics.

A ce titre, en vue d'éviter toute situation de blocage dans le fonctionnement et la continuité des services publics, j'instruis les contrôleurs financiers de Ministères et de wilayas à l'effet de solliciter l'avis préalable respectivement des services centraux et des services régionaux du budget avant de procéder aux rejets des dépenses de l'espèce.

Par ailleurs, le Directeur régional du budget peut solliciter, en cas de besoin, l'avis de l'administration central du budget pour tout dossier d'engagement objet de litige.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0009374 MF/DGB/1341/DGC/2011

Alger, le 17/11/2011

MESDAMES ET MESSIEURS:

- **LE CONTROLEUR FINANCIER DU MINISTERE DE LA SANTE, DE LA POPULATION ET DE LA REFORME HOSPITALIERE.**
- **LES CONTROLEURS FINANCIERS AUPRES DES WILAYAS.**
- **LES CONTROLEURS FINANCIERS AUPRES DES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS DE SANTE PUBLIQUE.**
- **LES TRESORIERES DE WILAYAS.**

Objet : A/S Maîtrise de l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments.

Réf : Instruction n°550/PM du 12 novembre 2011 de Monsieur le Premier Ministre.

En exécution des directives de Monsieur le Premier Ministre contenues dans le point II de l'instruction n°550/PM du 12 novembre 2011 relative à la maîtrise de l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments:

- 1- Les marchés conclus entre les établissements hospitaliers de santé publique (hôpitaux) et la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) dans le cadre de l'approvisionnement en médicaments sont désormais conclus en procédure de gré à gré simple.
- 2- Les contrats que doit conclure la PCH avec des fournisseurs locaux ou étrangers, au titre de l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments, ils sont désormais dispensés du passage en commission des marchés. La PCH appliquera ses propres procédures de passation des marchés qui doivent être inspirées des dispositions du décret présidentiel n°10-236 du 7 octobre 2010, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics.

*Le Directeur Général
du Budget
F. BAKA*

*Le Directeur Général
de la Comptabilité
M. L. GHANEM*

Copie pour information à :

M. le Secrétaire Général du Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0009384 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 20/11/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GENERAL
DE L'OFFICE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES**

Objet : A/S de la demande d'éclaircissements.

Réf : V/Envoi n° 1665/DG du 16 Octobre 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si le titulaire d'un poste supérieur « classé » ou « classé et rémunéré » par référence à une fonction supérieure de l'Etat, qui dispose d'un reliquat d'ancienneté dans son grade d'origine, peut être comptabilisé pour le bénéfice de la majoration indiciaire, lors de reclassement de ce poste supérieur.

Vous précisez que la décision de reclassement indiciaire a été rejetée par le Contrôleur Financier.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le rejet du Contrôleur Financier est fondé.

En effet, l'opération de reclassement des titulaires de postes, supérieurs « Classés » ou « classés et rémunérés » par référence à des fonctions supérieures de l'Etat, s'effectue conformément aux dispositions de l'Instruction n° 3 du 12 Septembre 1990, relative aux modalités d'application du Décret exécutif n° 90-228 du 25 Juillet 1990, modifié et complété, fixant le mode de rémunération applicable aux fonctionnaires et agents publics exerçant des fonctions supérieures de l'Etat, comme prévu par le point 3.3 de l'Instruction n° 09 du 14 Janvier 2008, relative à la mise en oeuvre du nouveau système de rémunération des postes supérieurs.

Ainsi, le reliquat d'ancienneté dans le grade d'origine ne peut être comptabilisé pour le bénéfice de la majoration indiciaire, fixée à deux 2 année à compter de la date de nomination.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :

Monsieur le Contrôleur Financier auprès de l'Office National des OEuvres Universitaire.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°0009638 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 28/11/2011

MESDAMES ET MESSIEURS LES CONTROLEURS FINANCIERS AU PRES DES DEPARTEMENTS MINISTERIELS ET DES WILAYAS

Objet : A/S Prise en charge des frais liés à l'organisation et au déroulement des concours, examens et tests professionnels au titre de l'exercice 2010.

Les services centraux du budget sont fréquemment saisis par les institutions et administrations publiques qui sollicitent des dérogations à l'effet de prendre en charge, sur leurs budgets de fonctionnement pour 2011, des créances impayées, se rapportant à l'exercice 2010, liées aux frais d'organisation et de déroulement des concours, examens et tests professionnels.

Les gestionnaires des institutions et administrations publiques précisent que l'organisation des concours, examens et tests professionnels intervient tardivement dans l'année budgétaire. Ils précisent que les délibérations des résultats sont généralement proclamées au-delà de la clôture de l'exercice.

Les administrations publiques se retrouvent, ainsi dans l'obligation de procéder au paiement de leurs créances à l'égard des établissements de l'enseignement et de la formation désignés comme centres d'examen, à défaut du refus d'assurer, à l'avenir l'organisation desdits concours, examens et tests professionnels.

Cette contrainte touche également la prise en charge d'autres formations statutaires.

A ce titre, considérant la nature particulière de ces dépenses, d'une part, et dans le souci d'assurer le déroulement régulier des programmes de recrutement et de formation au titre des administrations publiques et pour préserver les intérêts des candidats et la carrière professionnelle des fonctionnaires, d'autre part, j'ai l'honneur de vous informer que j'autorise la prise en charge des dépenses afférentes aux frais d'organisation et de déroulement des concours, examens et tests professionnels, aux frais liés aux formations statutaires (la formation spécialisée, la formation préalable et la formation préparatoire), de l'année N-1 sur l'exercice budgétaire N, dans la mesure où cette opération n'a pas été finalisée durant l'exercice budgétaire considéré.

Cette autorisation s'inscrit dans le sens des orientations édictées dans l'instruction n°285/PM de Monsieur le Premier Ministre relative à la prise en charge des candidats admis au titre de l'exercice budgétaire considéré sur l'exercice suivant.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :
Messieurs les Directeurs Régionaux du Budget

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET

N°0009670 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 28/11/2011

MONSIEUR
LE DIRECTEUR DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Objet : A/S Opération d'acquisition d'équipements didactiques.

Réf : Votre envoi n°386/MEN du 6 octobre 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter des éclaircissements à propos de l'imputation budgétaire des dépenses liées à l'acquisition de matériels de laboratoire ainsi que de produits chimiques par le centre d'approvisionnement de maintenance des équipements et moyens didactiques(CAMEMD), et ce, suite à la demande, de la commission nationale des marchés «fournitures », de confirmation par mes services, que les acquisitions en cause sont inscrites au titre du budget d'équipement.

A ce titre, j'ai l'honneur de vous informer des précisions suivantes:

Au plan réglementaire: L'établissement est institué en vertu du décret n°86-291 du 09 décembre 1986 dont le régime juridique est un établissement public à caractère administratif (EPA), a pour mission principale l'approvisionnement d'équipements didactiques pour le compte du Ministère de l'Éducation Nationale, et au profit des établissements scolaires.

Au plan budgétaire: Toute opération d'acquisition de matériels de laboratoire ou de produits chimiques rentrant dans le cadre de la première dotation ou du renouvellement total fait l'objet d'une inscription sur le budget d'équipement, conformément aux prescriptions contenues dans l'instruction n°3255/DGB du 31 juillet 1993 relative à l'imputation des dépenses des administrations aux budgets de fonctionnement et d'équipement de l'Etat. .

Dans ce cadre, le budget de fonctionnement prend en charge toutes les dépenses induites par les tâches courantes des services de l'administration, il prend en charge également, les renouvellements partiels et les consommables pour l'année budgétaire considérée.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0009676 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 29/11/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR DU CENTRE
DE FORMATION PROFESSIONNELLE
TAZMALT - WILAYA DE BEJAIA**

Objet : A/S du service de l'indemnité d'expérience pédagogique.

Réf : V/Envoi n°177 du 11 septembre 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu me faire part du refus du contrôleur financier de la wilaya de Bejaia, de l'engagement de dépense relatif au bénéfice de l'indemnité d'expérience pédagogique instituée par le décret exécutif n° 90-192 du 23 Juin 1990, complétant le décret n° 85-58 du 23 Mars 1985 modifié, relatif à l'indemnité d'expérience.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous informer que le rejet du contrôleur financier est fondé.

En effet, l'article 13 du décret exécutif n°10-124 du 30 Septembte 2010 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la formation et de l'enseignement professionnels, a abrogé les dispositions du décret n°85-58 du 23 Mars 1985 suscité.

Par ailleurs, les personnels qui bénéficient de l'indemnité d'expérience pédagogique sont expressément prévus par l'article 9 du décret exécutif n°10-124 ou 30 septembre 2010 suscité.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

Copie pour information à :

Monsieur le contrôleur financier auprès de la wilaya de Béjaia.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°0009677 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 29/11/2011

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA PROGRAMMATION ET DU SUIVI BUDGETAIRE DE LA WILAYA DE BORDJ BOU ARRERIDJ

Objet : A/S Avis juridique concernant l'avance sur consommation d'électricité dans le cadre d'un contrat d'abonnement avec SONELGAZ sur l'autorisation programme d'un projet en cours de réalisation.

Réf : Votre envoi n°1132/DPSB/2011 du 22 septembre 2011 .

Par envoi visé en référence; vous avez bien voulu solliciter mon avis à propos de la conduite à suivre pour le traitement de la demande, émanant de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, pour la prise en charge, sur l'autorisation programme (PSD) d'un projet d'équipements en cours de réalisation d'un contrat, d'abonnement avec la Société SONELGAZ comprenant le paiement d'une avance sur consommation d'électricité, et ce, dans le cadre des dispositions de l'article 82 du décret exécutif n° 10-95 du 17 mars 2010 fixant les règles économiques pour les droits de raccordement aux réseaux et autres actions nécessaires pour satisfaire les demandes d'alimentation des clients en électricité et gaz.

A ce titre, je vous informe que, les dépenses liées aux consommations d'électricité doivent être imputées sur le chapitre consacré aux charges annexes du budget de fonctionnement du service déconcentré.

En ce qui concerne le paiement d'une avance sur consommation électrique, il convient de préciser qu'en application des dispositions de l'article 7 du décret exécutif n°92-414 du 14 novembre 1992, modifié et complété, relatif au contrôle préalable des dépenses engagées, tout engagement se rapportant aux charges annexes, tel que les frais de consommation d'électricité, doit être justifié par des factures définitives.

En outre, les dispositions de l'article , 36 de la loi n°90-21 du 15 août 1990, modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique dispose que le paiement d'une dépense doit revêtir le caractère libératoire.

Par ailleurs, les ordonnateurs sont appelés à veiller au strict respect de la réglementation en vigueur en matière de l'engagement préalable et à la justification du service fait avant tout ordonnancement ou mandatement d'une dépense publique, conformément aux articles 6 et 7 du décret exécutif n°97-268 du 21 juillet 1997, fixant les procédures relatives à l'engagement et à l'exécution des dépenses publiques et délimitant les attributions et les responsabilités des ordonnateurs.

Compte tenu de ce qui précède, le versement de l'avance sur consommation de l'électricité ne peut être autorisé.

Veillez agréer Monsieur le Directeur, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0009820 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 01/12/2011

**MONSIEUR
LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE COMMUNALE
-WILAYA DE BOUMERDES**

Objet : A/S demande dérogation exceptionnelle.

Réf : Votre envoi n° 2938/2011 du 20 Novembre 2011.

- Décret exécutif n°11-338 du 26 septembre 2011 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires de l'administration des collectivités territoriales.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter une dérogation exceptionnelle pour le paiement des nouvelles rémunérations des personnels communaux dans le cadre de la mise en oeuvre du régime indemnitaire institué par le décret exécutif visé en référence.

Dans ce cadre, vous demandez le règlement des dites rémunérations alors que l'opération d'intégration n'a pas été finalisée.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, la prise en charge des nouvelles rémunérations des fonctionnaires relevant de l'administration communale est subordonnée à la finalisation d'opération d'intégration des fonctionnaires concernés. Veuillez agréer, Monsieur le président, l'expression ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0009867 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 04/12/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DU CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE
BENI-MESSOUS**

Objet : A/S demande d'éclaircissement.

Réf : Votre envoi n°981/DG/2011 du 9 octobre 2011 ;

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu demander des éclaircissements quant à l'autorité habilitée à valider la décision portant modification de crédits de même nature au sein du budget du Centre Hospitalo-Universitaire, dans le cadre de la mise en oeuvre des dispositions de l'article 165 de l'ordonnance n°94-03 du 31 décembre 1994, portant loi de finances pour 1995.

Comme suite, j'ai l'honneur de vous faire connaître, que l'article 33 du décret exécutif n°97-467 du 2 décembre 1997, fixant les règles de création, d'organisation et de fonctionnement des centres hospitalo-universitaires qui disposent que "le projet de budget est préparé par le directeur général du centre hospitalo-universitaire et soumis au conseil d'administration pour délibération. Il est ensuite transmis pour approbation à l'autorité de tutelle". De ce fait, cette décision doit être approuvée par le Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DU BUDGET

N°0010000 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 07/12/2011

MESDAMES ET MESSIEURS:

- LE CONTROLEUR FINANCIER DU MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
- LE CONTROLEUR FINANCIER AUPRES DES DIRECTIONS
DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE LA WILAYA D'ALGER
- LES CONTROLEURS FINANCIERS AUPRES DES WILAYAS

Objet : Modalités de prise en charge de la rémunération des titulaires de postes supérieurs fonctionnels relevant du secteur de l'éducation nationale.

Réf : Envoi n°196/DRH/MEN/2011 du 16 octobre 2011 émanant du Ministère de l'Éducation Nationale.

Comme suite à l'envoi visé en référence, les services du Ministère de l'Éducation Nationale ont bien voulu attirer mon attention à propos des difficultés qu'ils rencontrent pour la prise en charge des fonctionnaires nommés sur des postes supérieurs fonctionnels, prévus par le décret exécutif n°08-315 du 11 Octobre 2008, portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l'éducation nationale, au sein du même établissement ou auprès d'autres établissements et administrations relevant du secteur (ex: directeur de l'école primaire, directeur de collège et directeur de lycée, etc.).

Il y a lieu de rappeler que les fascicules budgétaires pour 2011 ont été élaborés sur la base d'une budgétisation desdits postes supérieurs par la classification d'un grade de référence assortie de la bonification indiciaire afférente.

A ce titre, je vous informe que, je marque mon accord, à titre exceptionnel pour l'exercice 2011, aux fins de régularisation, la libération des postes budgétaires des intéressés par l'administration d'origine et la prise en charge, par l'organisme d'accueil de leurs rémunérations au titre du grade (bonification indiciaire et régime indemnitaire), et ce, dans le respect des effectifs budgétaires ouverts à cet effet au budget de fonctionnement des services déconcentrés relevant du département ministériel.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

Copie pour information à :

M. le Secrétaire Général du Ministère De l'Éducation Nationale

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0010098 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 11/12/2011

**MONSIEUR
LE SECRETAIRE GENERAL
DE LA WILAYA DE TIPAZA**

Objet : A/S créances liées aux travaux supplémentaires relatifs aux conventions.

Réf : Votre envoi n° 101/SG/2011 du 25 Octobre 2011

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu nous faire part des contraintes rencontrées pour la prise des travaux supplémentaires réalisés dans le cadre des conventions, imputées sur le budget d'équipement et dont les délais contractuels ont expiré.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire connaître que conformément à la réglementation en vigueur les travaux supplémentaires et complémentaires ne peuvent être admis au visa du contrôleur financier que dans le respect des conditions ci-après :

- les avenants liés aux conventions doivent être établis conformément à la réglementation en vigueur.
- le montant cumulé de la convention initiale et des devis pourtant sur le même objet, ne doit en aucun cas dépasser les seuils de passation de marchés publics.

Lorsque le montant cumulé dépasse le seuil de passation de marchés publics un marché de régularisation doit être établi conformément à la réglementation en vigueur.

- L'opération de régularisation doit s'opérer sur la base de la présentation des devis, couvrant le montant des travaux non pris en charge par la convention initiale.
- les avenants de clôture doivent être établis dans le respect du principe de l'annualité budgétaire consacré par la législation et la réglementation en vigueur.

Veuillez agréer, monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0010142 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 12/12/2011

**MONSIEUR
LE WALI DE GUELMA**

Objet : A/S avis juridique relatif aux contrats d'assurance des biens meubles et immeubles appartenant aux collectivités territoriales.

Réf : -Votre envoi n°06/DAL/2011 du 30 Novembre 2011.
- L'instruction n°7499 du 01 Septembre 2011, précisant le régime, d'assurance des biens relevant des administrations centrale de l'Etat et des services déconcentrés en dépendant.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu solliciter un avis juridique concernant les contrats d'assurance des biens meubles et immeubles appartenant aux collectivités territoriales .

Vous précisez que le contrôleur financier a émis un rejet provisoire pour les engagements de dépenses relatifs à la souscription de l'assurance auprès de la compagnie d'assurance CIAR, concernant les biens mobiliers et immobiliers appartenant aux collectivités territoriales, en s'appuyant sur les prescriptions contenues dans l'instruction 007499 du 01 Septembre 2011, citée en référence.

En réponse, j'ai, l'honneur de vous faire connaitre que les collectivités territoriales (wilaya- commune) sont soumises à l'obligation de la souscription d'assurance de leurs, biens (Cf l'instruction n°007499) du 01 Septembre 2011, précitée).

Veillez agréer, Monsieur le Wali, l'expression de ma parfaite considération.

*Le Directeur de la Réglementation Budgétaire
et du Contrôle Préalable de la Dépense
L.FAID*

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

**DIRECTION GÉNÉRALE
DU BUDGET**

N°0010333 MF/DGB/DRBCD

Alger, le 20/12/2011

**MONSIEUR
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ**

Objet : A/S de l'indemnité de travail posté.

Réf : V/Envoi n° 856/MF/DGC/DRECB du 11 Aout 2011.

Par envoi visé en référence, vous avez bien voulu poser la question de savoir si les fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques ainsi que les agents contractuels, peuvent prétendre au bénéfice de l'indemnité de travail posté.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous informer que l'indemnité de travail posté n'a pas été abrogée par le décret exécutif n° 10-135 du 13 Mai 2010, instituant le régime indemnitaire des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs.

Ainsi, l'indemnité de travail posté continue à être servie conformément à la réglementation en vigueur au 31 Octobre 2007, au profit des ouvriers professionnels, des conducteurs d'automobiles et des appariteurs, et ce, en application de l'article 20 du décret présidentiel n° 07-304 du 29 Septembre 2007, fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires.

S'agissant des fonctionnaires appartenant aux corps communs, ces fonctionnaires bénéficient du régime indemnitaire prévu par le décret exécutif n° 10-134 du 13 mai 2010 instituant le régime indemnitaire des fonctionnaires appartenant aux corps communs aux institutions et administrations publiques, et ne peuvent prétendre à l'indemnité de travail posté.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de ma parfaite considération.

Le Directeur Général du Budget
F.BAKA

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES LE MINISTRE

N°1323 MF/MF

Alger, le 25/12/2011

MESDAMES ET MESSIEURS LES ORDONNATEURS DU BUDGET DE L'ETAT

Objet : Conseils d'administration et d'orientation des EPA.

Il a été porté à ma connaissance que plusieurs établissements publics à caractère administratif n'ont pas procédé, conformément aux dispositions statutaires les régissant, à l'installation des conseils d'administration et d'orientation, depuis leur création.

A cet effet, l'engagement des dépenses budgétaires de ces établissements, en l'absence de l'installation de l'organe délibérant devant adopter notamment, le projet du budget de l'établissement, n'est pas en conformité avec les règles et procédures applicables en matière d'exécution des budgets des établissements publics.

Dans ce cadre, je vous demande de veiller, en ce qui concerne les établissements en cause, à la mise en place de ces conseils et à leur fonctionnement et de joindre les procès-verbaux d'installation et/ou de renouvellement aux dossiers d'engagement de dépenses introduits pour visa, auprès des services du contrôle financier compétents.

Le Ministre des Finances
K.Djoudi

Copie à :

- M. le Président de la Cour des Comptes.
- M. le Chef de l'Inspection Générale des Finances.
- M. le Directeur Général de la Comptabilité.
- M. les Directeurs Régionaux du Budget.
- Mmes et Mrs les Contrôleurs Financiers..

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

N°0010689 MF/DGB/DG

Alger, le 29/12/2011

DECISION PORTANT MODIFICATION DE LA NOMENCLATURE DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Le Ministre des Finances:

- Vu la loi 84-17 du 7 Juillet 1984 modifiée et complétée, relative aux lois de finances;
- Vu la loi 90-21 du 15 août 1990 modifiée et complétée, relative à la comptabilité publique;
- Vu le décret présidentiel n° 09-128 du 2 Joumada El Oula 1430 correspondant au 27 avril 2009 portant reconduction du Premier ministre dans ses fonctions;
- Vu le décret présidentiel n° 10-149 du 14 Joumada El Ethania 1431 correspondant au 28 mai 2010 portant nomination des membres du Gouvernement;
- Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 Février 1995 fixant les attributions du Ministre des Finances;
- Vu le décret exécutif n° 07-364 du 18 Dhou el Keada 1428 correspondant au 28 novembre 2007 portant organisation de l'administration centrale du Ministère des Finances;
- Vu le décret exécutif n°98-227 du 19 Rabie el aouel 1418 correspondant au 13 juillet 1998 relatif aux dépenses d'équipement de l'Etat, modifié et complété par le décret exécutif n° 09-148 du 02 mai 2009;
- Vu la circulaire n°02/CNP/CIR du 21.02.1988 relative au système d'identification des opérations des investissements planifiés.
- Vu la circulaire n°85/MDB du 03.02.1999 relative au suivi des dépenses d'équipement;

DECIDE

ART 1: Il est procédé à la création d'un chapitre « 575 » intitulé « Indemnisations » au niveau du sous secteur «57» intitulé «Infrastructures Administratives », secteur « 5 » intitulé «Infrastructures Economiques et Administratives», nomenclature des investissements publics de l'Etat conformément à l'annexe ci-joint.

Le reste sans changement.

ART 2: Les destinataires de cette décision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

P/Le Ministre des Finances

*Le Directeur Général du Budget
F.BAKA*

DESTINATAIRES:

- Ministère des Finances (DGT, DGB, DGC).
- Monsieur le Ministre de l'intérieur et des Collectivités locales.
- Messieurs les Walis.
- Messieurs les Trésoriers.
- Messieurs les Contrôleurs Financiers.

ANNEXE

**SECTEUR 5 : INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES ET
ADMINISTRATIVES**

Sous -Secteur "57" -INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES

Chapitres	Articles	Gestion
575- Indemnisations	1- Indemnisation pour expropriation de terrains pour cause d'utilité publique.	Commun

Le reste sans changement.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00000024 م / م / م ع م / م ت م رس ن الجزائر، في 02/01/2011

السيد مدير الإدارة والوسائل
وزارة الشؤون الدينية والأوقاف

الموضوع: ف/ ي طلب ترخيص استثنائي لتسوية وضعية المستخدمين المتعاقدين الذين يشغلون بالتوقيت الجزئي.

المراجع: - الإرسالكم رقم 740/ و ش دأ/ م أو المؤرخ في 15 ديسمبر 2010.
- المرسوم الرئاسي رقم 07-308 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007 المحدد لكيفيات توظيف الأعوان المتعاقدين وحقوقهم وواجباتهم والعناصر المتعلقة بروتابهم والقواعد المتعلقة بتسييرهم وكذا النظام التأسيسي المطبق عليهم.
- المرسوم التنفيذي رقم 92-914 المؤرخ في 11 نوفمبر 1992 المتعلق بالرقابة السابقة للنفقات التي يلتزم بها، المعدل والمتمم.

بموجب الإرسال المشار اليه في المرجع تفضلتم بطلب ترخيص استثنائي لتسوية وضعية المستخدمين المتعاقدين الذين يشغلون بالتوقيت الجزئي بمديرية الشؤون الدينية والأوقاف لولاية قالمة والبالغ عددهم 37 عوناً.

توضحون أن المراقب المالي رفض تأشير القائمة الإسمية لغياب المناصب المالية لهؤلاء الأعوان.

بهذا الصدد يشرفني أن أعلمكم أن الإجراءات المتعلقة بتوظيف الأعوان المتعاقدين تخضع لأحكام المرسوم الرئاسي رقم 07-308 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007 المذكور في المرجع، لا سيما الفقرة 3 من المادة 8 منه التي تنص على ما يلي: "يحدد تعداد مناصب الشغل وتصنيفها ومدة العقد بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المعني والسلطة المكلفة بالوظيفة العمومية.

وبذلك فإن توظيف الأعوان المتعاقدين يتوقف على وجود مناصب مالية شاغرة.

من جهة أخرى، وتطبيقاً لأحكام المادتين 9 و 12 من المرسوم التنفيذي رقم 92-414 المؤرخ في 11 نوفمبر 1992 المذكور في المرجع، أن الالتزام بالنفقات الخاصة بمشاريع قرارات التعيين لا يمكنها الحصول على تأشيرة المراقب المالي في غياب مناصب مالية.

مما سبق، ووفقاً للتنظيم المذكور سالفاً فإن رفض المراقب المالي مؤسس وعليه فان طلبكم لا يمكنه أن يحظى برد ايجابي.

المدير العام للميزانية
ف. باقه

نسخة الى :
- السيد المراقب المالي لولاية قالة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00000091 و م/م ع م/م ع
الجزائر، في 03/01/2011

السيد المدير العام للمالية و الوسائل
بوزارة العدل

الموضوع : ف/ي طلب تعديل في الاعتمادات ضمن ميزانية لتسيير اقامة القضاة لسنة 2010

المرجع : ارسالكم رقم 174/م ف م ت / 2010 المؤرخ في 19 ديسمبر 2010

لقد تفضلتم بموجب الإرسال المشار اليه في المرجع، بطلب القيام بتعديلات يقدر مبلغها(.....دج) ضمن الاعتمادات المخصصة لميزانية تسيير اقامة القضاة بعنوان سنة 2010، توجه لتغطية العجز في الاعتمادات المسجل على مستوى الباب الذي يحتوي نفقات التغذية وهذا بالاقتطاع من الباب الخاص بمصاريف صيانة المباني

ردا على ذلك، يشرفني أن أحيطكم علما بأنه طبيعة هذه النفقات حصرية وسنوية، طبقا للمادة 31 من القانون رقم 84-17 المؤرخ في 07 يوليو 1984 والتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم، وبالتالي من الغير الممكن مراجعتها خلال نفس السنة الا في حالة صدور نص قانوني يترتب عنه نفقة جديدة غير متوقعة.

تجدد الإشارة بأن نفقات التغذية عرفت زيادة معتبرة بعنوان سنة 2010 مقارنة بسنة 2009.

أما بالنسبة للاقتراح الثاني المتعلق بالتكفل بهذه النفقات عن طريق العمليات خارج الميزانية، فان هذا الإجراء غير مسموح به طبقا لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 98-412 والمؤرخ في 07 ديسمبر 1998 والمحدد كفيات تخصيص العائدات الناتجة عن الخدمات والأشغال التي تقوم بها المؤسسات العمومية زيادة على مهمتها الرئيسية.

وعليه، ونظرا لما سبق فانه لايمكن الرد ايجابا على طلبكم هذا.

تقبلو، السيد المدير العام، عبارات التقدير والاحترام.

المدير العام للميزانية
ف. باقة

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00000592 وم/مع م/م م ر م ن الجزائر، في 16/01/2011

السيد الأمين العام
لوزارة التضامن الوطني والأسرة

الموضوع: الترخيص لتحويل الاعتمادات

المرجع: ارسالكم رقم 3085 / 2010 المؤرخ 23 ديسمبر 2010

تبعاً للإرسال المشار إليه في المرجع، والذي تفضلتم من خلاله بطلب رخصة لتحويل اعتمادات مالية بمبلغ قدره (..... دج)، المرصد في الباب 34-11 المعنون "تسديد النفقات" الى الباب رقم 34-14 المعنون "التكاليف الملحقه"، وهذا قصد تسوية الديون العالقة على مديرية النشاط الاجتماعي لولاية برج بوعرييج.

اجابة، يشرفني أن أحيطكم علماً، أن العملية المطلوبة مخالفة للقوانين والتنظيمات المعمول بها.

تجدد الإشارة، إلى أن عملية نقل اعتمادات تتم عن طريق مرسوم، وذلك طبقاً لأحكام المادة 32 من القانون رقم 84-17 المؤرخ في 07 جويلية 1984 المعدل والمتمم والمتعلق بالقوانين المالية، أو عن طريق قرار وزاري مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المعني، على أن يتم هذا التعديل في حدود 20٪ من التخصيص الأصلي للفصل الأقل تخصيصاً من الاثنین، وذلك طبقاً لأحكام المادة 152 من المرسوم التشريعي رقم 93-01 المؤرخ في 19 يناير سنة 1993، المتضمن قانون المالية لسنة 1993.

تقبلوا، السيد الأمين العام، فائق التقدير والاحترام.

المدير العام للميزانية
ف. باقه

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00001172 و م / م ع / م م ت م ر م ن الجزائر، في 30/01/2011

السيد المدير الجهوي للخزينة ببغداية

الموضوع: ف/ي الاستفادة من الامتيازات الخاصة الممنوحة للموظفين في ولايات الجنوب.

المرجع: ارسالكم رقم 999/م ج خ / م ف م ت المؤرخ في 4 نوفمبر 2010 .

تبعاً للارسال المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطلب توضيحات حول استفادة المتصرفين الإداريين الذين تم دمجهم بهذه الصفة، تطبيقاً لأحكام المادة 24 من المرسوم التنفيذي رقم 04-08 المؤرخ في 19 جانفي 2008، و المتضمن القانون الأساسي الخاص بالموظفين المتمين للأسلاك المشتركة في المؤسسات والإدارات العمومية، من الإمتيازات الخاصة الممنوحة للموظفين في ولايات الجنوب بموجب أحكام المرسوم التنفيذي رقم 85-28 المؤرخ في 12 جانفي 1995، وكذا أحكام المرسوم التنفيذي رقم 95-300 المؤرخ في 4 أكتوبر 1995.

رداً على ذلك، يشرفني أن الامتيازات المنصوص عليها في النصوص السالفة الذكر يستمر في حسابها وفقاً للتنظيم المعمول به عند تاريخ 31 ديسمبر 2007، وذلك طبقاً لأحكام المادة 20 من المرسوم الرئاسي رقم 07-304 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007، يحدد الشبكة الاستدلالية لمرتبات الموظفين ونظام دفع رواتبهم، المعدل والمتمم.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00001175 م/م/ع م/م ت م ر م ن الجزائر، في 30/01/2011

السيد مدير الصحة والسكان
ولاية سطيف

الموضوع: ف/ي تسديد الراتب و المنحة الجزافية لاستعمال السيارة الشخصية.

المرجع: مراسلتكم رقم 2074 / م/ص / س بتاريخ 20 ديسمبر 2010.

من خلال ارسالكم المذكور في المرجع، تفضلتم اخطار برفض مصالح خزينة بلدية بني ورتلان تسديد الراتب و المنحة الجزافية لاستعمال السيارة الشخصية للسيد المدير المؤسسة العمومية الاستثنائية بني ورتلان ولاية سطيف لعدم مطابقتها لأحكام المادة 02 من المرسوم التنفيذي رقم 178-03 المؤرخ في 15 أفريل 2003 الذي يحدد شروط اقتناء سيارة شخصية واستعمالها لحاجات المصلحة.

جوابا على ذلك، يشر فني أن أعلمكم أن الاستفادة من المنحة تخص رؤساء المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري المصنفة في الصنف ب/1 فما فوق من الشبكة المحددة في المادة 08 من المرسوم الرئاسي رقم 07-307 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007 الذي يحدد كفيات منح الزيادة الاستدلالية لشاغلي المناصب العليا في المؤسسات و الادارات العمومية والذي يوافق، سابقا، الصنف ب/1 المحدد بالمرسوم رقم 86-179 المؤرخ في 05 أوت 1986 المتعلق بالتصنيف الفرعي للمناصب العليا في بعض الهيئات المستخدمة، يسمح لهم من الاستفادة من المنحة الجزافية لاستعمال السيارة الشخصية لحاجات المصلحة، المعينون قانونيا في هذا المنصب.

مما سبق، وفي غياب القرار الوزاري المشترك المحدد لتصنيف المؤسسة العمومية الاستشفائية وكذا شروط الالتحاق بالمناصب العليا التابعة لها، فإن رفض أمين الخزينة للبلدية مؤسس.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد

نسخة للإعلام للسيد :

- أمين خزينة بلدية بني ورتلان - ولاية سطيف
- المراقب المالي لولاية سطيف.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00001887 و م/م ع م/م م ر م ن الجزائر، في 17/02/2011

السيد رئيس المجلس الشعبي البلدي
بلدية الحمري بدائرة جديوية - ولاية غليزان.

الموضوع: ف/ي اعداد التقرير المالي للجنة الخدمات الاجتماعية.

المرجع: ارسالكم رقم 2011/170 المؤرخ في 23 جانفي 2011.

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب توضيحات حول من يعد التقرير المالي للجنة الخدمات الاجتماعية على مستوى البلدية.

ردا على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أنه طبقاً لأحكام النقطة 3 من التعليمات رقم 8/م ع م/م ع م/م ع م/م 84 المؤرخة في 30 جانفي 1984 المتعلقة بتطبيق التعليمات رقم 17 المؤرخة في 31 ماي 1983 المتعلقة بطرق التمويل والتسيير المالي للخدمات الاجتماعية في القطاع العمومي الإداري، فإن محاسبة الالتزامات تمسك من طرف هيئة المحاسبة التي يشرف عليها محاسب معين من طرف هيئة تسيير الخدمات الاجتماعية المؤهل لإعداد وتقديم التقرير المالي أما في ما يخص صرف واستعمال أموال الخدمات الاجتماعية فإنها تبقى خاضعة لقواعد الرقابة البعدية طبقاً للتعليمات رقم 1937/م ع م/م م ر م ر المؤرخة في 4 ماي 1993.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00003877 و م/م ع م/م م ر م ن الجزائر، في 07/04/2011

السيد مدير ادارة الوسائل وزارة الفلاحة والتنمية الريفية

الموضوع: ف/ي التأشير على مقررات الإدماج في القوانين الأساسية.

المرجع: - ارسالكم رقم 2011/0119/493، المؤرخ في 07 مارس 2011.
- المرسوم التنفيذي رقم 08-198 المؤرخ في 6 جويلية 2008، المتضمن القانون الأساسي الخاص بالموظفين المنتمين الى الأسلاك الخاصة بسلطة الصحة النباتية.

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تلتمسون تقديم توضيحات فيما يخص عملية ادماج بعض الموظفين التابعين لمديرية المصالح الفلاحية لولاية ايليزي، في اطار أحكام المرسوم التنفيذي رقم 08-198 المؤرخ في 6 جويلية 2008، المذكور أعلاه.

في هذا الصدد، تبينون أن المراقب المالي قد رفض التأشير على مقررات ادماج الموظفين المعنيين، بحجة عدم ارفاقها بالقرارات الوزارية التي تثبت ممارستهم للمهام المرتبطة بنشاط الصحة النباتية الى غاية 31 ديسمبر 2007، مستندا في ذلك الى المواد 30،36،37 من المرسوم التنفيذي رقم 08-198 المؤرخ في 6 جويلية 2008، المذكور أعلاه، بالإضافة الى المراسلة رقم 3136 المؤرخة في 31 مارس 2009، الصادرة عن مصالح المديرية العامة للتوظيف العمومية، وكذا البرقية رقم 306 الصادرة عن وزارة الفلاحة.

ردا على ذلك يشرفني أن أعلمكم أنه وفقا لأحكام المواد 29، 30، 36 و 37 من المرسوم التنفيذي رقم 08-198 المؤرخ في 6 جويلية 2008، المذكور أعلاه، فان ادماج المهندسين التطبيقيين في الفلاحة، مهندسي الدولة في الفلاحة، التقنيين السامين في الفلاحة، التقنيين في الفلاحة، على التوالي، في رتب: مفتش الصحة النباتية، مفتش رئيسي للصحة النباتية، مراقب رئيسي للصحة النباتية، مراقب الصحة النباتية. يستوجب أن يكون المعني عاملا عند تاريخ 31 ديسمبر 2007 لدى مصالح الصحة النباتية، مع ممارسته للمهام والأعمال الخاصة المسندة الى سلطة الصحة النباتية.

وفقا لما سبق، و بناء على المراسلة رقم 8994 / م ع و ع / م ت م / م ف م / 2010، المؤرخة في 18 أكتوبر 2010، الصادرة عن المديرية العامة للوظيفة العمومية، فان المعنيين يستوفون الشروط المطلوبة للإدماج.

تقبلوا، السيد المدير، فائق عبارات التقدير والاحترام.

المدير العام للميزانية
ف. باقه.

نسخة للإعلام والتنفيذ:
- السيد المراقب المالي لدى ولاية البزي.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

الجزائر، في 27/04/2011

رقم 00004533 و م / م ع م / م ت م ر م ن

السيد رئيس المجلس الشعبي البلدي
لجنين بورزق ولاية النعامة

الموضوع: ف/ي دفع مستحقات الأنظمة التعويضية لفائدة الموظفين والأعوان العموميين.

المرجع: ارسالكم رقم 196 المؤرخ في 8 مارس 2011

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطلب توضيحات حول كيفية دفع مستحقات الأنظمة التعويضية لفائدة الموظفين المنتميين الى الأسلاك المشتركة في المؤسسات والإدارات العمومية، العمال المهنيين وسائقي السيارات والحجاب، كذلك الأعوان المتعاقدين.

ردا على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أن رزنامة دفع مستحقات الأنظمة التعويضية لفائدة الموظفين المنتميين الى الأسلاك المشتركة في المؤسسات والإدارات العمومية، العمال المهنيين وسائقي السيارات والحجاب، وكذا الأعوان المتعاقدين، يخضع لأحكام النقطة 7 من التعليمات الوزارية المشتركة المؤرخة في 04 أوت 2010، والتي تحدد كيفية تطبيق الأنظمة التعويضية للموظفين المنتميين الى الأسلاك المشتركة في المؤسسات والإدارات العمومية، العمال المهنيين، سائقي السيارات والحجاب، وكذلك الأعوان المتعاقدين.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد.

نسخة إلى:
- السيد المراقب المالي لولاية النعامة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00005109 و م/م ع/م م/م م ر م ن/م ف أ ت الجزائر، في 15/05/2011

السيد أمين خزينة بلدية عين الدفلى
- بولاية عين الدفلى -

الموضوع: ف/ي النظام التعويضي للمستشارين التقنيين.
المرجع: ارسالكم رقم 31 بتاريخ 22 فيفري 2011.

تبعا للارسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب توضيح حول النظام التعويضي الواجب تطبيقه على المستشارين التقنيين لدى الجماعات المحلية.

جوابا، يشرفني أن أعلمكم أن المستشارين التقنيين لدى الوالي يصنفون وتدفع مرتباتهم استنادا الى رتبة متصرف رئيسي، وذلك تطبيقا للمادة 03 من المرسوم التنفيذي رقم 96-61 المؤرخ في 27 جانفي 1996، المتضمن انشاء منصب مستشار تقني لدى الجماعات المحلية.

أما فيما يتعلق بالمستشارين التقنيين لدى رؤساء المجالس الشعبية البلدية، فانهم يصنفون وتدفع مرتباتهم استنادا الى رتبة متصرف، تطبيقا للمادة 4 من المرسوم التنفيذي رقم 96-61 المؤرخ في 27 جانفي 1996 السالف الذكر.

وعليه، فان المستشارين التقنيين لدى الجماعات المحلية يستفيدون من النظام التعويضي المنصوص عليه في المرسوم التنفيذي رقم 10-134 المؤرخ في 13 ماي 2010، المتضمن تأسيس النظام التعويضي للموظفين المتمين للأسلاك المشتركة في المؤسسات والإدارات العمومية، الممنوح حسب الحالة لفائدة كل من المتصرف الرئيسي والمتصرف.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد

نسخة للإعلام و التنفيذ لـ:

- السادة المدراء الجهويين للميزانية.

- السادة والسيدات المراقبين الماليين لدى الولايات.

نسخة للإعلام لـ:

- مدير التنظيم و التنفيذ المحاسبي للميزانيات - المديرية العامة للمحاسبة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00005811 و م/م/م م ر م ن الجزائر، في 19/06/2011

السيد المراقب المالي لولاية بشار

الموضوع: ف/ي ترقية الأخصائيين النفسانيين العيادين للصحة العمومية.

المرجع: ارسالكم رقم 38/رم/2011 المؤرخ في 23 جانفي 2011.

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب توضيحات حول ترقية أربع نفسانيين عيادين الى رتبة نفساني عيادي رئيسي بالمؤسسة العمومية للصحة الجوارية لولاية بشار، والخاصة بالسيدات والسادة: (.....)

في هذا الإطار، توضحون بأنكم رفضتم التأشير على مقررات الترقية للمعنيين بسبب عدم وجود مناصب مالية طبقاً للمادة 12 من المرسوم التنفيذي رقم 92-414 المؤرخ في 14 نوفمبر 1992، المعدل والمتمم، المتعلق بالرقابة السابقة للنفقات المتزعم بها.

في هذا الصدد، لقد أشرتم الى أن مصالح المديرية العامة للوظيفة العمومية أخطرت وزارة الصحة والسكان واصلاح المستشفيات بإمكانية ترقية المعنيين على رتبة أعلى عن طريق التحويل التلقائي للمناصب المالية المشغولة.

في هذا الإطار، أنهى الى علمكم بأن مصالح المديرية العامة للوظيفة العمومية غير مؤهلة لتقديم أي اقتراح يتضمن اجراء تحويل المناصب المالية، حيث يبقى هذا الأخير من صلاحيات المديرية العامة للميزانية طبقاً لأحكام المادة 3 من المرسوم التنفيذي رقم 07-364 المؤرخ في 28 نوفمبر 2007 المتضمن تنظيم الإدارة المركزية في وزارة المالية من جهة.

من جهة أخرى، ألفت انتباهكم بأن الضوابط الإجرائية والمالية تقتضي أنه لا يمكن اتخاذ اي اجراء يترتب عنه أثر مالي، من شأنه أن يثقل أعباء الدولة أو يخفض مواردها أو عائداتها الا بعد أخذ رأي موافق من وزير المالية، وفقاً لأحكام الأمر رقم 65-320 المؤرخ في 31 ديسمبر 1965 المتضمن قانون المالية لعام 1966.

ومن هذا المنطلق وعلى هذا الأساس، فان تجسيد محتوى مراسلة مصالح المديرية العامة للوظيفة

العمومية يعتبر مساسا وتدخلا في صلاحيات وزارة المالية في مجال التعداد الميزانياتي.
ضمن هذا السياق، أعلمكم بأن رفضكم مؤسس.

غير أنه وحرصا منا على الطابع الخاص لهذه العملية وقصد عدم حرمان الموظفين المعنيين من الترقية وحفاضا على مسارهم المهني، أبدى موافقتي، بصفة استثنائية، التأشيرة على قرارات ترقية المعنيين خلال السنة المالية 2011 في حدود المناصب المالية المشغولة، وعند الاقتضاء دعوة الأمر بالصرف المعني قصد تقديم مقرر يتضمن التحويل التلقائي للمناصب المالية للموظفين المعنيين بعنوان ميزانية 2011 على سبيل التسوية.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل.فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00006337 و م/م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 06/07/2011

السيد مدير الموارد البشرية والتكوين
المديرية العامة للحرس البلدي.

الموضوع: ف/ي طلب ترخيص استثنائي.

المرجع: ارسالكم رقم 06/م ع ح ب/م إ و/م ف م ت/ 2011 المؤرخ في 29 ماي 2011.
المرفقات: الإرسال رقم 1333/م ع م/ 2011، المؤرخ في 1 فيفري 2011، الصادر عن المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للمحاسبة.

تبعا للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تلتزمون منح ترخيص قصد التكفل، دفعة واحدة على حساب ميزانية التسيير لسنة 2011، بالشطرين المتبقين لمخلفات الأجور والتعويضات والمنح الخاصة بمستخدمي المديرية العامة للحرس البلدي ومصالحها الخارجية، والتي تتعلق بـ 16 شهرا.

ردا على ذلك يشرفني أن أعلمكم أن رزنامة تسديد المخلفات المالية الناتجة عن الأنظمة التعويضية للموظفين والأعوان العموميين التابعين للمؤسسات والإدارات العمومية قد حددت وفق الإرسال رقم 1333/م ع م/ 136/م ع م/ 2011، المؤرخ في 1 فيفري 2011، المذكور أعلاه.

تقبلوا، السيد المدير، فائق اعتبارات التقدير والاحترام.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00006645 م/م/م ع م م م ن الجزائر، في 14/07/2011

السيد المدير العام
لمركز البحوث القانونية والقضائية.

الموضوع: ف/ي منحة التكوين في الخارج.

المرجع: ارسالكم رقم 58/م ب ق/م ع المؤرخ في 13 مارس 2011.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطلب توضيحات بخصوص امكانية تطبيق زيادة 20٪ من المبلغ المحدد للباحثين التابعين لمؤسسات البحث المستفيدين من تربص أو تكوين في الخارج، المنصوص عليها في المادة 2 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 17 مايو 2004، المحدد مبلغ التعويض القابل للتحويل والمتعلق بالتكوين وتحسين المستوى بالخارج لمدة تساوي 6 أشهر أو تقل عنها.

ردا على ذلك، يشرفني أن أنهي الى علمكم أن القضاة التابعين لمركز البحوث القانونية والقضائية المستفيدين من تكوين أو تربص بالخارج، غير معنيون بالاستفادة من الزيادة المذكورة أعلاه، حيث أن هذه الزيادة تقتصر على الأخصائيين الاستشفائيين الجامعيين و الباحثين التابعين لمؤسسات البحث و أساتذة مؤسسات التعليم و التكوين العالين، طبقا للمادة 2 من القرار الوزاري المشترك المؤرخ في 17 مايو 2004 السالف الذكر.

المدير العام للميزانية
ف. باقه.

نسخة للإعلام إلى:
- السيد المراقب المالي لدى وزارة العدل.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00006795 و م/م ع م/م م ر م ن الجزائر، في 24/07/2011

السيد المدير العام للمركز الإستشفائي الجامعي
بولاية باتنة

الموضوع: ف/ي منحة التعويض النوعي عن المنصب.

المرجع: ارسالكم رقم 2563/م م ب المؤرخ بتاريخ 06 جويلية 2011.

تبعاً للإرسال المشار إليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب توضيح حول إمكانية احتساب الإمتيازات الخاصة التي تمنح للمستخدمين المؤهلين في الدولة والعاملين في مؤسسات مصنفة تقع في بعض البلديات والمحددة بالمرسوم التنفيذي رقم 95/330 المؤرخ في 25 أكتوبر 1995، طبقاً بالراتب المرتبط بالتصنيف الجديد أو طبقاً لراتب المنصب المشغول وفقاً للتنظيم الساري المفعول عند تاريخ 31 ديسمبر 2007.

جواباً على ذلك، يشرّفني أن أعلمكم أنه طبقاً لأحكام المادة 20 من المرسوم الرئاسي رقم 07-304 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007 الذي يحدد الشبكة الاستدلالية لمرتبات الموظفين ونظام دفع رواتبهم، يستمر في حساب العلاوات والتعويضات التي أشرتم إليها، طبقاً للتنظيم المعمول به لغاية 31 ديسمبر 2007.

ع/ المدير العام للميزانية
رئيس قسم تطوير المنشآت
ع. مجامعية.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00006933 و م/م/ع م/م ت م ر م ن الجزائر، في 2011/08/08

السيد مدير التجارة لولاية تلمسان

الموضوع: الزيادة الاستدلالية لشاغلي المناصب العليا.

المرجع: ارسالكم رقم 2090/م ت بتاريخ 20 أبريل 2011.

تبعاً للإرسال المشار إليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب استفسار حول امكانية الاستمرار في استفادة الموظفين الذين يشغلون مناصب عليا بصفة قانونية من الاستفادة الاستدلالية المرتبطة بهذه المناصب، وذلك بعد أن تمت ترقيتهم الى رتب أعلى.

جواباً على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أن طبقاً للمادة 14 من الأمر 06-03 المؤرخ في 15 جويلية 2006 المتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية، وكذا المادة 2 من المرسوم الرئاسي رقم 07-307 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007 المحدد لكيفيات منح الزيادة الاستدلالية لشاغلي المناصب العليا في المؤسسات والإدارات العمومية، يستفيد شاغلو المناصب العليا من زيادة استدلالية تضاف الى الراتب المرتبط برتبهم حسب كيفيات تحدد عن طريق التنظيم.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00006934 و م / م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 2011/08/08

السادة
الأعوان المحاسبين المعتمدين
بمراكز ومعاهد التكوين المهني والتمهين بولاية عنابة.

الموضوع: ف/ي تعويض المسؤولية الشخصية.

المرجع: ارسالكم بتاريخ 02 جانفي 2011.

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب توضيح حول امكانية استفادتكم من تعويض المسؤولية الشخصية، المنصوص عليه في المرسوم التنفيذي رقم 04-308 المؤرخ في 22 سبتمبر 2004 المتضمن احداث تعويض عن المسؤولية الشخصية لفائدة الأعوان المحاسبين المعتمدين والوكلاء وذلك بصفتكم محاسبين معتمدين بمراكز التكوين والتمهين بولاية عنابة.

جواباً على ذلك، يشرفني أن أعلمكم، أن المادة الأولى من المرسوم التنفيذي رقم 04-308 المؤرخ في 22 سبتمبر 2004 المذكور أعلاه، تنص على أن الاستفادة من هذه المنحة تقتصر على الأعوان المحاسبين المعتمدين المنصوص عليهم في المادة 4 (الفقرة الأولى) من المرسوم التنفيذي رقم 91-311 المؤرخ في 7 سبتمبر 1991، وكذا الوكلاء المنصوص عليهم في المرسوم التنفيذي رقم 93-108 المؤرخ في 05 ماي 1993 الذي يحدد كفيات احداث وكالات الإيرادات وتنظيمها وسيرها.

نسخة للإعلام للسيد:
- المراقب المالي لولاية عنابة.

مدير التنظيم الميزاني
و الرقابة المسبقة للنفقات.
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00007058 و م / م ع م / م م ر م ن الجزائر، في 11/08/2011

السيد المدير الجهوي للميزانية
عناية

الموضوع: ف / ي استفسار حول اقتناء سيارات ادارية.

المرجع: - ارسالكم رقم 597-م ج م ع / 2011، المؤرخ في 9 جوان 2011.
- المرسوم التنفيذي رقم 10-115 المؤرخ في 18 أفريل 2010، المتعلق بحظائر السيارات الإدارية المخصصة لمصالح الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والهيئات والمؤسسات العمومية الممولة كليا من ميزانية الدولة.

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تلتصون توضيحات حول عملية اقتناء سيارات إدارية لفائدة مديرية الحماية المدنية لولاية سوق أهراس، على حساب عملية استثمارية محلية خاصة بإنجاز وحدة ثانوية.

في هذا الإطار، تتساءلون حول ما اذا كانت عملية اقتناء السيارات الواردة أعلاه تتم باحترام أحكام المرسوم التنفيذي رقم 10-155 المؤرخ في 18 أفريل 2010، الوارد في المرجع، وكذا القرار الوزاري المشترك رقم 24 المؤرخ في 20 جويلية 2010، المتعلق بمعايير ومواصفات السيارات الإدارية، بالإضافة الى تساؤلكم حول اجبارية تقديم التشكيلة النظرية لحظيرة السيارات عند عملية الاقتناء من عدمها.

رداً على ذلك، يشرفني أن أحيطكم علماً، أن كل عملية اقتناء للسيارات الإدارية تخضع لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 10-115 المؤرخ في 18 أفريل 2010، المذكور أعلاه، سواء كان تخصيصها في ميزانية التسيير أو ميزانية التجهيز.

أما بالنسبة لتقديم التشكيلة النظرية لحظيرة السيارات عند عملية اقتناء السيارات الإدارية، فهي اجبارية وفقاً لنص المرسوم.

مدير التنظيم الميزاني
و الرقابة المسبقة للنفقات.
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00007108 و م/م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 11/08/2011

السيد مدير أملاك الدولة
ولاية سوق أهراس

الموضوع: ف/ي الاستفادة من منحة الأجر الوحيد.

المرجع: ارسالكم رقم 4060 م.ش.ع.و/م م ا/ بتاريخ 05 جوان 2011.

تبعا للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب استفسار حول امكانية استفادة المرأة المطلقة التي تعمل ولديها أولاد تتولى كفالتهم قضائيا، من منحة الأجر الوحيد.

جوابا على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أنه طبقا للأحكام السارية المفعول، لاسيما أحكام المرسوم رقم 65-75 المؤرخ في 23 مارس 1965، المعدل، المتعلق بالمنح العائلية، فان المرأة المطلقة أو الأرملة العاملة، والتي لديها أولاد تتولى كفالتهم قضائيا، تستفيد من منحة الأجر الوحيد.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات.
ل.فايد

نسخة للإعلام إلى:
- السيدة المراقبة المالية لدى ولاية سوق أهراس.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00007341 و م/م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 22/08/2011

السيد مدير المركب الرياضي بولاية معسكر

الموضوع: ف/ي تعويض المخاطر والإعانات.

المرجع: ارسالكم رقم 116/د م ر م و م المؤرخ في 10 مارس 2011.

تبعا للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب توضيح حول استمرار استفادة الأعدوان المتعاقدين من تعويض المخاطر والإعانات المنشأ بموجب المرسوم التنفيذي رقم 93-222 المؤرخ في 20 أكتوبر 1993 الذي يحدد للقانون الأساسي لأعدوان رؤساء فرق الوقاية والأمن ويضبط مرتباتهم.

جوابا على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أن النقطة 06 من التعليمات الوزارية المشتركة المؤرخة في 04 أوت 2010، التي تحدد كليات تطبيق النظام التعويضي الجديد للموظفين المتمين الى الأسلاك المشتركة في المؤسسات والإدارات العمومية، والعمال المهنيين، وسائقي السيارات والحجاب وكذا الأعدوان المتعاقدين، قد عاجلت هذه المسألة.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات.
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

الجزائر، في 25/08/2011

رقم 00007414 و م/م / م ع م / م ت م ر م ن

السيدة المديرية العامة
للكوالة الوطنية لتنمية البحث العلمي.

الموضوع: طلب رخصة لترميم سكن وظيفي.

المرجع: ارسالكم رقم 18 المؤرخ في 10 جويلية 2011

تبعاً لمراسلتكم المشار إليها أعلاه، تفضلتم بطلب رخصة من أجل ترميم السكن التابع لديوان الترقية والتسيير العقاري لحسين داي والمخصص لفائدة الكوالة الوطنية لتنمية البحث العلمي كسكن وظيفي على عاتق ميزانية التسيير كون هذا الأخير في حالة غير صالحة للاستلام.

رداً على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أنه طبقاً للتشريعات والتنظيمات المعمول بها في هذا المجال فإن المصاريف الخاصة بالترميمات تقع على عاتق الهيئة المالكة.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات.
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00007461 و م / م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 28/08/2011

السيد مدير التعمير و البناء
- لولاية عين الدفلى -

الموضوع: ف / ي التكفل بالأعوان المتعاقدين.

المرجع : ارسالكم رقم 160 / م ت م بتاريخ 12 أفريل 2011

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم موافاتي برفض المراقب المالي التأشير على عقود توظيف الأعوان الذين تم توظيفهم من طرف وزارة السكن والعمران على مستوى ولاية عين الدفلى، والموظفين في اطار التعاقد للسنة المالية 2010.

جواباً، يشرفني أن أعلمكم، أن المادة 11 من المرسوم الرئاسي رقم 07-308 المؤرخ في 29 سبتمبر 2008، والمحدد لكيفيات توظيف الأعوان المتعاقدين وحقوقهم وواجباتهم، والعناصر المشكلة لرواتبهم والقواعد المتعلقة بتسييرهم وكذا النظام التأديبي المطبق عليهم، تنص على أن تعداد مناصب الشغل ومدة العقود الخاصة بالأعوان الخاضعين لنظام التعاقد المنصوص عليه في المادة 21 من الأمر 06-03 المؤرخ في 15 جويلية 2006 والمتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية، يحد بموجب قرار وزاري مشترك بين الوزير المكلف والوزير المعني والسلطة المكلفة بالوظيفة العمومية.

وعليه إن رفض المراقب المالي مؤسس.

المدير العام للميزانية
ف . باقه .

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00007471 و م / م / م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 28/08/2011

السيد والي ولاية تيسمسيلت

الموضوع: ف/ ي التحويل التلقائي للمناصب المالية.

المرجع: ارسالكم رقم 902/ م أ م / م و ل / م ا م / 2011 المؤرخ في 14 اوت 2011

تبعا للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب رخصة استثنائية قصد التأشير على ملفات ترقية المترشحين لمنصب ملحق رئيسي للإدارة الحاصلين على معدل 20/10 فما فوق، بعد رفض مصالح الرقابة التأشيرة عليها.

ردا على ذلك، يشرفني أن أحيطكم علما بأنه تم التكفل بهذا الإشكال، بصفة استثنائية، في اطار التعلية الوزارية المشتركة المؤرخة في 18 أفريل 2011 المتعلقة بترقية الموظفين عن طريق الإمتحان المهني، و ذلك بترقية الموظفين الحاصلين على معدل عام 20/10 على الأقل، خلال الإمتحانات المهنية المنظمة بعنوان سنة 2010، الى رتبة أعلى عن طريق التحويل التلقائي للمناصب المالية المطابقة لرتبة انتماهم.

تقبلوا السيد الوالي، عبارات التقدير و الإحترام.

المدير العام للميزانية
ف. باقه.

نسخة للإعلام و التنفيذ إلى :
- السيد المراقب المالي لولاية تيسمسيلت.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00007824 و م/م ع م/م م ر م ن الجزائر، في 13/09/2011

السيد مدير المؤسسة العمومية الإستشفائية
سليمان عميرات - بركة -

الموضوع: ف/ي طلب استفسار.

المرجع: ارسالكم رقم 469 المؤرخ في 15 جوان 2010.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطلب توضيح فيما يخص الأعوان المتعاقدين الذين وظفوا قبل 31 ديسمبر 2007، والذين يمارسون نشاطات الحفظ والصيانة والخدمات بالتوقيت الجزئي، ومدى أحقيتهم بالاستفادة من التعويضات المنصوص عليها في المرسوم التنفيذي رقم 10-136 المؤرخ في 13 ماي 2010 الذي يؤسس النظام التعويضي للأعوان المتعاقدين.

ردا على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أن الأعوان المتعاقدين الذين يمارسون نشاطات الحفظ والصيانة والخدمات بالتوقيت الجزئي كما هو منصوص عليه في المواد 02 و 09 من المرسوم التنفيذي رقم 07-308 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007، الذي يحدد توظيف الأعوان المتعاقدين وحقوقهم وواجباتهم والعناصر المشكلة لرواتبهم والقواعد المتعلقة بتسييرهم وكذا النظام التأديبي المطبق عليهم، يستفيدون من العلاوات والتعويضات المذكورة في المادة 2 من المرسوم التنفيذي رقم 10-136 المذكور أعلاه.

كما أن التعلية الوزارية المشتركة رقم 04 أوت 2010، تحدد بصفة صريحة كفاءات استفادة هؤلاء الأعوان من النظام التعويضي الجديد، لاسيما النقطة 1-3-1 المتعلقة بالنظام التعويضي للأعوان المتعاقدين الذين تم توظيفهم في إطار المادة 19 من الأمر رقم 06-03 المؤرخ في 15 جويلية 2006، المتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية.

المدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل.فايد.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

الجزائر، في 27/09/2011

رقم 00008090 مع م/م/م م ر م ن

السيدة المدير الجهوي للميزانية
- عنابة -

الموضوع: ف/ي التوظيف المباشر للأساتذة المتعاقدين.
المرجع: ارسالكم رقم 484/م ج بتاريخ 23 ماي 2011.

تبعاً لإرسالكم المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب استفسارات اللازمة لتسوية وضعيات الإدماج الجارية في إطار التعليم الوزارية المشتركة رقم 01 المؤرخة في 13 أفريل 2011، المحددة لشروط وكيفيات التوظيف المباشر للأساتذة المتعاقدين الموجودين في حالة نشاط في المؤسسات التعليمية التابعة لوزارة التربية الوطنية، فيما يخص:

1- المتعاقدين المستفيدين من شهادات تأجيل الخدمة الوطنية والذين تنتهي أجل تأجيلهم قبل تاريخ 28 مارس 2011.

2- التوظيف على المناصب المالية الشاغرة مؤقتاً.

3- تحويل المناصب المالية بين مختلف الأطوار.

جواباً على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أن:

1- من شروط الاستفادة من التوظيف المباشر، أن يكون الأستاذ المتعاقد مستوفياً للشروط القانونية العامة للتوظيف، بما فيها استيفاء الخدمة الوطنية.

2- من شروط الاستفادة من التوظيف المباشر، أن يكون الأستاذ المتعاقد شاغلاً لمنصب مالي شاغر بصفة دائمة وليس بصفة مؤقتة.

3- يتم تعيين الأستاذ المتعاقد بصفة متربص في الرتبة المقابلة للمنصب المالي الذي كان يشغله بتاريخ 28 مارس 2011، إلا في حالة الأستاذ المتعاقد الذي يشغل منصباً يقتضي تخصصاً

غير تخصصه، فيوظف المعني في المنصب المطابق لتخصصه.

عن / المدير
نائب المدير التنظيم
ا. غاشي.

نسخة للإعلام إلى:
- السيدة المراقبة المالية لدى ولاية سوق أهراس.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

الجزائر، في 09/10/2011

رقم 00008408 و م / م ع م / م ت م ر م ن

السيد مدير المؤسسة العمومية الإستشفائية
-سكيكدة-

الموضوع: ف/ ي المناوبة داخل المؤسسات الصحية.

المرجع: ارسالكم رقم 900/ م ع م اس المؤرخ في 17 أوت 2011.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم موافاتي برفض المراقب المالي لولاية سكيكدة التأشير على الالتزام بالنفقات المترتبة عن التعويض عن المناوبة لفائدة المستخدممي الصحة الذين يقومون بالمناوبة، المحدث بموجب المرسوم التنفيذي رقم 97-437 المؤرخ في 17 نوفمبر سنة 1997، يتضمن احداث تعويض عن المناوبة لفائدة مستخدممي هياكل الصحة الذين يقومون بالمناوبة، المعدل والمتمم، التي قام بمزاولتها الأطباء العاملين، في اطار ادماج حاملي الشهادات الجامعية.

ردا على ذلك، يشرفني أن أنهي الى علمكم أن رفض المراقب المالي للمؤسس.

بالفعل، فان مستخدمو هياكل الصحة المعنيين بالاستفادة من التعويض عن المناوبة، محددون طبقا لأحكام المادة الأولى من المرسوم التنفيذي رقم 97-437 المؤرخ في 17 نوفمبر سنة 1997، المعدل والمتمم.

مدير التنظيم الميزاني
و الرقابة المسبقة للنفقات.
ل.فايد.

نسخة للإعلام إلى السيد:
- المراقب المالي لدى ولاية سكيكدة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00008780 و م / م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 2011/10/19

السيد والي ولاية عين الدفلى

الموضوع: ف / ي المنح العائلية.

المرجع: ارسالكم رقم 1194 / م ا م و ع د / المؤرخ في 14 سبتمبر 2011.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطلب توضيح فيما اذا كانت النصوص القانونية والتنظيمية تسمح بدفع المنح العائلية بمبلغ 600 دج بدل 300 دج للطفل.

توضحون في ارسالكم أن مصالح المراقبة المالية لدى ولاية عين الدفلة رفضت التأشير على ملف الكشف القاعدي التعديلي والتكميلي الخاص بالمنح العائلية للموظفين وذلك بحجة أن الموظفين المعنيين ليس لهم الحق في الاستفادة من المنح العائلية بمبلغ 600 دج للطفل، وهذا لتجاوز أجرهم الخاضع للاشتراك في الضمان الاجتماعي 15000 دج، طبقاً لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 95-289 المؤرخ في 26 ديسمبر 1995 المتضمن رفع مبلغ المنح العائلية، وكذا المرسوم التنفيذي رقم 96-298 المؤرخ في 08 ديسمبر 1996، المتضمن رفع مبلغ المنح العائلية.

ردا على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أن رفض مصالح المراقبة المالية لدى ولاية عين الدفلى مؤسس، بناء على أحكام المرسوم التنفيذي رقم 95-289 المؤرخ في 26 ديسمبر 1995 وكذا المرسوم التنفيذي رقم 96-298 المؤرخ في 08 ديسمبر 1996، المذكورين أعلاه، فإن الموظفين المعنيين يستفيدون من المنحة العائلية المقدرة بـ 300 دج للطفل بدل 600 دج، وهذا لتجاوز أجر كل موظف الخاضع للاشتراك في الضمان الاجتماعي مبلغ 15000 دج.

المدير العام للميزانية
فريد باقه.

نسخة للإعلام إلى:
- السيد المراقب المالي لدى ولاية عين الدفلى.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00008788 و م / م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 19/10/2011

السيد والي ولاية تيسمسيلت

الموضوع: ف / ي التكفل بموظفين تمت ترقيتهم عن طريق الامتحان المهني.
المرجع: ارسالكم رقم 953 المؤرخ في 07 سبتمبر 2011.

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تلتمسون توضيحات فيما يخص التكفل بترقية موظفين الى رتبة ملحق رئيسي للإدارة، عن طريق الامتحان المهني بعنوان سنة 2010، ويتعلق الأمر بـ 7 موظفين ناجحين بمعدل 20/10، مع العلم أن عدد المناصب المالية المفتوحة بعنوان سنة 2010 كان منصبا واحدا (01).

في هذا الإطار، تبيّنون أنكم قمتم بالتكفل بست موظفين (06)، عن طريق التحويل التلقائي للمناصب المالية، وهذا بناء على المنشور رقم 6 المؤرخ في 2 مارس 2011 الصادر عن المديرية العامة للوظيفة العمومية، المتعلق بترقية الموظفين الى رتبة أعلى بعنوان سنة 2010.

كما تبيّنون أن المراقب المالي قد رفض التأشير على مقررات ترقية المعنيين استنادا الى برقية وزارة المالية رقم 4871 المؤرخة في 9 ماي 2011، المتضمنة استكمال عمليات التوظيف التي لم تتم خلال سنة 2010 باستغلال المناصب المالية الشاغرة بعنوان 2011، والبالغ عددها منصبين لدى مؤسستكم.

ردا على ذلك، يشرفني أن أحيطكم علما، أنه فيما يخص الموظف الذي فتح له منصب مالي بالمخطط السنوي لسنة 2010، يتم التكفل به عن طريق استغلال المنصب المالي المعني.

أما فيما يخص الموظفين الستة الآخرين، فانه وفقا للتعليمية الوزارية المشتركة المؤرخة في 18 أبريل 2011، المتعلقة بترقية الموظفين عن طرق الامتحان المهني، الفقرة الثالثة منها، يمكنكم الاستفادة من الترقية الى الرتبة الأعلى عن طريق التحويل التلقائي للمناصب المالية المطابقة لرتبة

انتہائهم، بعنوان ميزانية 2011.
تقبلوا، السيد الوالي، فائق عبارات التقدير والاحترام.

المدير العام للميزانية
ف. باقه.

نسخة للإعلام والتنفيذ إلى
- السيد المراقب المالي لولاية تيممسيلت.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00008814 و م/م/م/م/م م ر م ن الجزائر، في 20/10/2011

السيد المدير الولائي للضرائب
-اليزي-

الموضوع: ف/ي مذكرة الرفض المؤقت لإقتناء الوقود.

المرجع: الإرسال رقم 1314 المؤرخ في 06 أكتوبر 2011.

ردا على ارسالكم المذكور في المرجع، والذي طلبتم بموجبه التدخل لدى السيد المراقب المالي لولاية اليزي بغرض التأشير على سندات طلب اقتناء الوقود، يشرفني أن أنهي الى علمكم أنه في اطار صرف نفقات الصيانة واصلاح حظائر السيارات التابعة لمصالحكم يستوجب تقديم الوثائق الثبوتية لحالة السيارات الإدارية المخصصة لكم مصادق عليها من طرف السلطة الوصية و حسب الحالة، الإدارة المركزية للأموال الوطنية أو مصالحها غير المركزية هذا من جهة، ومن جهة أخرى جدول التعداد النظري للخطيرة وذلك بموجب نص المادة 16 من المرسوم التنفيذي رقم 10-115 المؤرخ في 18 أفريل 2010 المتعلق بحظائر السيارات الإدارية المخصصة لمصالح الدولة والجماعات المحلية والمؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والهيئات والمؤسسات العمومية الممولة كليا من ميزانية الدولة.

كما ألفت انتباهكم أن المادة 23 من المرسوم المذكور أنفا تنص على ما يلي "لا يمكن للسيارات الإدارية ان تعار أو توضع تحت تصرف، ولو لفائدة ادارة أو مصلحة عمومية أخرى، ما عدا في حالات المصادرات المنصوص عليها في التنظيم"

وعليه فان رفض المراقب المالي مؤسس.

مدير التنظيم الميزاني
و الرقابة المسبقة للنفقات.
ل. فايد.

نسخة للإعلام إلى:
- السيد المراقب المالي لدى ولاية اليزي.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00010141 و/م/مع م/م ت م ر م ن الجزائر، في 12/12/2011

السيد لمدير جامعة الجلفة.

الموضوع: ف/ي التوظيف المباشر لخريجي التكوين بالخارج.

- المرجع: - ارسالكم رقم 733 /رج/ 2011 المؤرخ في 30 أكتوبر 2011.
- المراسلة رقم 10035 /مع وع/ 2008 المؤرخة في 28 ديسمبر 2008، الصادرة عن المديرية العامة للتوظيف العمومية.
- المرسوم التنفيذي رقم 08-130 المؤرخ في 3 ماي 2008، المتضمن القانون الأساسي الخاص بالأستاذ الباحث.
- المرسوم الرئاسي رقم 03-309 المؤرخ في 11 سبتمبر 2003، المتضمن التكوين وتحسين المستوى في الخارج و تسييرهما.

تبعاً للإرسال المشار إليه في المرجع أعلاه، تلتزمون تقديم توضيحات فيما يخص التوظيف المباشر للعائدين من التكوين بالخارج، ويتعلق الأمر بالسيدة الحاصلة على شهادة الماجستير بعد تكوينها بالخارج في إطار أحكام المادة 4-الفقرة 2- من المرسوم الرئاسي رقم 03-309 المؤرخ في 11 سبتمبر 2003، الوارد في المرجع، والمقرر تعيينها في رتبة أستاذ مساعد قسم ب.

وتجدر الإشارة إلى أن هذا التعيين تم استناداً إلى أحكام المادة 10 من نفس المرسوم والتي تنص على الإدماج وأسبقية التوظيف لهذه الفئة.

في هذا الإطار، تبينون أن المراقب المالي قد رفض التأشير على مشروع مقرر تعيين المعنية، استناداً إلى المادة 34 من المرسوم التنفيذي رقم 08-130 المؤرخ في 3 ماي 2008، الوارد أعلاه، التي تنص على أن التوظيف بصفة أستاذ مساعد قسم ب يكون عن طريق المسابقة على أساس الشهادة بالنسبة للحائزين على شهادة الماجستير أو شهادة معترف بمعادلتها.

رداً على ذلك، يشرفني أن أحيطكم علماً أنه اعتباراً بأن القانون الأساسي الخاص بالأستاذ الباحث لم يعالج في أحكامه الانتقالية للإدماج وكذا أحكامه العامة الخاصة بالتوظيف للأساتذة المساعدين قسم ب ووضعية متزوج التكوين بالخارج بمفهوم المادة 4 من المرسوم الرئاسي رقم 03-

309، السابق الذكر، فان مصالحي لا تبدي معارضة قصد استفادة المعنية من التوظيف المباشر في رتبة أستاذة مساعدة قسم ب، و هذا يتوافق مع رأي مصالح المديرية العامة للوظيفة العمومية، المين في مراسلتها رقم 10035/ م ع و ع/ 2008 المؤرخة في 28 ديسمبر 2008، المبينة في المرجع.

تقبلوا، السيد المدير، فائق عبارات التقدير و الاحترام.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة للنفقات المسبقة
ل. فايد.

نسخة للإعلام والتنفيذ إلى:
- السيد المراقب المالي لولاية الجلفة.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00010272 و م/م/ع م/م ت م ر م ن الجزائر، في 2011/12/19

السيد مدير المجاهدين لولاية البليدة

الموضوع: ف/ي طلب توضيحات.

المرجع: ارسالكم رقم 1586/م م ب المؤرخ في 05 سبتمبر 2011.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع أعلاه، تفضلتم بطلب توضيحات حول النظام التعويضي الذي يستفيد منه الموظف برتبة ملحق للحفظ، وهو سلك تابع لوزارة الثقافة، الموضوع في حالة خدمة لدى مديرية المجاهدين بموجب القرار الوزاري المشترك بين وزارة المجاهدين المؤرخ في 26 يونيو 1994، الذي يضع بعض الأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالثقافة في وضعية خدمة لدى وزارة المجاهدين والمصالح التابعة لها.

ردا على ذلك، يشرفني أن أنهي الى علمكم أن ملحقي الحفظ المتواجدون في حالة خدمة لدى مديرية المجاهدين، يستفيدون من النظام التعويضي المنصوص عليه في المرسوم التنفيذي رقم 11-227 المؤرخ في 26 جوان 2011، الذي يحدد النظام التعويضي للموظفين المنتمين للأسلاك الخاصة بالثقافة.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00010273 و م / م ع / م / م ت م ر م ن / م ف ت الجزائر، في 19/12/2011

السيد المدير العام المركز الإستشفائي الجامعي
-باتنة-

الموضوع: ف / ي التكفل باستحقاقات الرواتب.

المرجع: ارسالكم رقم 556 / م ع / م ا ج ب / المؤرخ في 07 أوت 2011.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطرح تساؤل حول الجهة المخولة بدفع استحقاقات الرواتب الناجمة عن تطبيق القوانين الأساسية و الأنظمة التعويضية الجديدة بأثر رجعي بالنسبة للموظفين الذين أحيّلوا على التقاعد بعد 01 جانفي 2008.

توضحون أن المستخدمين المتقاعدين على مستوى مؤسستكم يطالبون بهذه المستحقات ابتداء من 01 جانفي 2008 الى غاية تاريخ احالتهم على التقاعد.

ردا على ذلك، يشرني أن أعلمكم أن الفترة المعنية باستحقاقات الراتب تعتبر فترة خدمة فعلية لدى الإدارة الى حين توقف علامة العمل بسبب الإحالة على التقاعد.

في هذا الإطار، و تطبيقا للمادة 32 من الأمر 06-03 المؤرخ في 15 يوليو 2006، المتضمن القانون الأساسي العام للوظيفة العمومية، التي تنص على أن لكل موظف الحق في راتب بعد أداء الخدمة، وهي حالة المعنيين بالأمر، ومن ذلك فان هذه المخلفات المالية تكون على عاتق الإدارة التي تنتمي لها الموظف المتقاعد و ليست على عاتق هيئات الضمان الاجتماعي التي تتكفل بالمعنيين ابتداء من تاريخ احالتهم على التقاعد.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00010275 م/م/ع م/م/ت م ر م ن الجزائر، في 19/12/2011

السيد المراقب المالي لدى ولاية سيدي بلعباس.

الموضوع: ف/ي تساؤل.

المرجع: ارسالكم رقم 84/م/م/و س ب/ المؤرخ في 11 أوت 2011

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطرح تساؤل حول امكانية ممارسة الدائمون الموجودون في نفس المؤسسة مهام التعليم والتكوين باعتباره عملا ثانويا في أطوار التكوين العالي للتدرج ولما بعد التدرج.

ردا على ذلك، يشرفني أن أعلمكم أن المرسوم التنفيذي رقم 01-293 المؤرخ في 01 أكتوبر 2001، المتعلق بمهام التعليم والتكوين التي يقوم بها أساتذة التعليم والتكوين العالين ومستخدمو البحث وأعوان عموميون آخرون باعتبارها عملا ثانويا، ينص في المادة 03 منه على وجوب تقديم استشارة معلومات مؤشر عليها قانونا من قبل الهيئة المستخدمة بالنسبة للأساتذة المعنيين في حالة استدعائهم للتكفل بمهام التعليم والتكوين باعتبارها عملا ثانويا في مؤسسات أخرى غير التي يمارسون فيها نشاطهم العادي، وذلك لتأكيد صحة المعلومات المقدمة التي من طبيعتها أن تسمح بتحديد تأهيل المعني وتصنيفه، وكذا لتحديد عدد الساعات والمدة التي يمكن أن يمارس خلالها المعني مهمة تعليم وتكوين باعتبارها عملا ثانوي، كما أن نفس المادة في فقرتها الثالثة لا تسمح للأساتذة بممارسة مهام التعليم وتكوين باعتبارها عملا ثانويا الا بعد أداء مجمل مهامهم القانونية الأساسية.

مما سبق، فإن عملية استدعاء الأساتذة الدائمين لممارسة مهام التعليم والتكوين باعتباره عملا ثانويا بنفس المؤسسة لا يتنافى مع أحكام المرسوم التنفيذي 01-293 المؤرخ في 01 أكتوبر 2001، السابق الذكر، شريطة احترام ما ورد في الفقرة الثالثة من المادة 03.

مدير التنظيم الميزاني
والرقابة المسبقة للنفقات
ل. فايد

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00010328 و م/م ع م/م م ر م ن الجزائر، في 20/12/2011

السيد والي ولاية بسكرة.

الموضوع: ف/ي طلب ترخيص استثنائي.

المرجع: ارسالكم رقم 12734 المؤرخ في 21 سبتمبر 2011.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع، تفضلتم بطلب ترخيص استثنائي كي يتسنى لمصالح بلدية بسكرة تسديد مستحقات الأجور الخاصة بالأعوان المتعاقدين الذين تم توظيفهم في إطار البرنامج الوطني لمكافحة الأمراض المتنقلة، دون التقيد بأحكام القرار المؤرخ في 07 أفريل 2008، المحدد لتشكيل الملف الإداري وكيفيات تنظيم توظيف الأعوان المتعاقدين وكذا اجراءات الإعلان.

ردا على ذلك، يشرني أن أعلمكم أنه بناء على أحكام المادة 11 من المرسوم التنفيذي رقم 07-308 المؤرخ في 29 سبتمبر 2007، الذي يحدد كيفيات توظيف الأعوان المتعاقدين وحقوقهم وواجباتهم والعناصر المشكلة لرواتبهم والقواعد المتعلقة بتسييرهم وكذا النظام التأديبي المطبق عليهم، فإن كل ما يتعلق بتعداد مناصب الشغل ومدة العقود يتحدد بموجب قرار مشترك بين الوزير المكلف بالمالية والوزير المعني والسلطة المكلفة بالوظيفة العمومية.

مما سبق، ونظرا للتنظيم الساري المفعول، يتعذر علينا منحكم ترخيصا استثنائيا.

المدير العام للميزانية
ف. باقه.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00010419 و م/م مع م/وع الجزائر، في 2011/12/22

السيد الأمين العام
لوزارة الصناعة، المؤسسات الصغيرة والمتوسطة وترقية الاستثمار

الموضوع: ف/ي ملابس أمنية لفائدة الموظفين المتمين للأسلاك الخاصة بالديوان الوطني للقياسة القانونية.

المرجع: ارسالكم رقم 172/ و ص م ص م ت/ م أ و/ 2011 المؤرخ في 03 نوفمبر 2011.

بموجب ارسالكم المشار اليه في المرجع أعلاه والمستند الى قرار وزير الصناعة، المؤسسات الصغيرة والمتوسطة وترقية الاستثمار مؤرخ في 30 نوفمبر 2010، يحدد شروط منح الملابس الأمنية للموظفين المتمين للأسلاك الخاصة بالديوان الوطني للقياسة القانونية، حيث تفضلتم بطلب استعمال اعتماد مالي قدره (..... دج) من فائض الإيرادات لميزانية التسيير 2011 لهذه المؤسسة، بغرض اقتناء ملابس أمنية لهؤلاء الموظفين.

ردا على ذلك، يشرفني أن أنهي الى علم سيادتكم أنه تطبيقا لأحكام المادة 04 من المقرر رقم 5262 المؤرخ في 01 ديسمبر 1992 الصادر عن الوزير المنتدب للميزانية، الذي يحدد شروط منح الألبسة لأعوان الإدارات والمؤسسات العمومية، فان شروط منح الألبسة للأسلاك الخاصة يتم عن طريق مقرر وزاري مشترك بين الوزير المكلف بالميزانية و وزير القطاع المعني.

بناء عليه، فان مصالح المديرية العامة للميزانية يتعذر عليها قبول هذا الطلب كما ورد بهذه الصيغة.

تقبلوا، السيد الأمين العام، فائق عبارات التقدير والاحترام.

المدير العام للميزانية
ف. باقه

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة المالية
المديرية العامة للميزانية

رقم 00010617 و م / م ع م / م ت م ر م ن الجزائر، في 2011/12/29

السيد مدير الموارد البشرية
بوزارة التكوين والتعليم المهنيين

الموضوع: ف/ي ادماج النواب المقتصدين المسيرين.

المرجع: - ارسالكم رقم 2881/م ف م / 2011 المؤرخ في 17 نوفمبر 2011
- المرسوم التنفيذي رقم 09-93 المؤرخ في 22 فيفري 2009، المتضمن القانون
الأساسي
الخاص بالموظفين المنتمين للأسلاك الخاصة بالتكوين والتعليم المهنيين.
- المرسوم التنفيذي رقم 90-117 المؤرخ في 21 أبريل 1990، المتضمن القانون
الأساسي
الخاص بعمال التكوين المهني.

تبعاً للإرسال المشار اليه في المرجع أعلاه، تلتمسون تقديم توضيحات فيما يخص عملية ادماج
موظفين بمديرية التكوين المهني لولاية المسيلة، من رتبة نائب مقتصد الى رتبة نائب مقتصد مسير،
في اطار أحكام المرسوم التنفيذي رقم 09-93 المؤرخ في 22 فيفري 2009، المذكور في المرجع،
لاسيما المادة 101 منه، علماً أن المعنيين قد تابعوا تربصهم بنجاح.

في هذا الإطار، تبينون بان المراقب المالي لولاية المسيلة قد رفض التأشير على مقررات ادماج
المعنيين، وذلك بحجة استفادتهم السابقة من الإدماج في رتبهم الأصلية وفقاً لأحكام المرسوم
التنفيذي رقم 09-93 المؤرخ في 22 فيفري 2009، الوارد أعلاه.

رداً على ذلك، يشرفني أن أحيطكم علماً، بأن من وجهة نظر مصالحي، فان الموظفين الذين أثبتوا
ثلاث سنوات من الخدمة الفعلية قبل تاريخ 01/01/2008، و تابعو بنجاح تكويننا تكميليًا
مدة ستة (6) أشهر بعد صدور المرسوم التنفيذي رقم 09-93 المؤرخ في 22 فيفري 2009، فان
يمكنهم الاستفادة من الأحكام الانتقالية للإدماج.

تقبّلوا، السيد المدير، فائق عبارات التقدير والاحترام.

المدير العام للميزانية
فريد باقه.